

- 7° kleuteronderwijzers;
- 8° technisch tekenaars;
- 9° technici; bouwtechnici, metaaltechnici;
- 10° boekhouders;
- 11° maatschappelijk assistenten;
- 12° opvoeders, kinderbegeleiders, onthaalouders;
- 13° informatici;
- 14° leidinggevende administratief bedienden;
- 15° leidende functies in productie, ontwikkeling en onderhoud;
- 16° boekhoudkundig bedienden;
- 17° secretariaatsmedewerkers;
- 18° polyvalente kantoorbedienden;
- 19° logistiek personeel;
- 20° bedienden voorraadbeheer;
- 21° hoveniers;
- 22° vrachtwagenchauffeurs;
- 23° bestuurders van werktuigmachines, draaiers;
- 24° fijnbankwerkers, machinebankwerkers;
- 25° onderhoudsmecanici, mecaniciens, metaalconstructeurs, monteurs;
- 26° installateurs sanitair en verwarming;
- 27° lassers;
- 28° elektriciens en herstellende van elektrische apparatuur;
- 29° elektromechanici;
- 30° timmerlieden in de bouw;
- 31° schrijnwerkers-meubelmakers;
- 32° zagers en bedieners van houtbewerkingsmachines;
- 33° metselaars en tegelzetter;
- 34° dakdekkers;
- 35° bakkers;
- 36° slaggers;
- 37° bouwmachinebestuurders;
- 38° koks en keukenpersoneel;
- 39° restaurantpersoneel.

Art. 2. Het ministerieel besluit van 17 mei 2019 tot vastlegging van de lijst van de knelpuntberoepen wordt opgeheven.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt aangenomen.

Eupen, 26 juni 2020.

De Minister van Cultuur en Sport, Werkgelegenheid en Media,
I. WEYKMANS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42509]

9 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 1^{er}, 2°, modifié par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, donné le 26 octobre 2018;

Vu le rapport du 22 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 4 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 avril 2019;

Vu l'avis 66.037/2 du Conseil d'État, donné le 20 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis n°A.1228 du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, donné le 6 juillet 2015;
Sur la proposition du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 octobre 2015 concernant les aides à l'internationalisation des entreprises, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° la starter : toute entreprise immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises depuis moins de cinq ans au moment de l'introduction de la demande de subvention; »;

b) le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° le coût admissible : l'ensemble des coûts directement exposés par le demandeur et qui sont susceptibles d'être couverts, en tout ou en partie, par une subvention fondée sur le présent arrêté, ces coûts sont chaque fois pris en considération hors T.V.A. ou autres taxes ou remises éventuelles; »;

c) il est inséré un 8°/1 rédigé comme suit :

« 8°/1 le coût admis : l'ensemble des coûts admissibles directement exposés par le demandeur qui sont pris en compte pour le calcul de la subvention après application des limitations prévues par le présent arrêté; »;

d) le 10° est remplacé par ce qui suit :

« 10° le Règlement (UE) n° 1408/2013 : le Règlement (UE) n° 1408/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides *de minimis* dans le secteur de l'agriculture; »;

e) il est complété par les 12° et 13° rédigés comme suit :

« 12° le projet à l'international : la stratégie poursuivie par le demandeur pour son développement à l'international;

13° l'initiative : l'action de mise en œuvre concrète du projet à l'international du demandeur qui se traduit par la sollicitation d'une subvention relevant du présent arrêté. ».

Art. 2. L'article 2 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 2. Les subventions visées par le présent arrêté sont des aides *de minimis* au sens du Règlement (UE) n° 1407/2013 ou du Règlement (UE) n° 1408/2013. ».

Art. 3. Dans le même arrêté, il est inséré un article 2/1, rédigé comme suit :

« Art. 2/1. Le présent arrêté ne s'applique pas aux aides de l'Agence relatives au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres ainsi qu'aux aides en matière d'internationalisation des entreprises octroyées au moyen du portefeuille intégré d'aides en Région wallonne. ».

Art. 4. Les articles 3 et 4 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 3. Les subventions visées par le présent arrêté sont réservées aux initiatives éligibles dont la finalité est le développement d'activités tournées vers l'international. Elles sont accordées dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

Art. 4. Le droit de recevoir une subvention visée par le présent arrêté est octroyé au demandeur uniquement si les conditions suivantes sont remplies :

1° la demande de subvention est acceptée par le Ministre;

2° l'Agence a adressé une notification de décompte au demandeur qui précise le montant définitif de la subvention sollicitée tenant compte, notamment, du respect des conditions d'octroi, des plafonds applicables, de la déclaration de créance sur l'honneur du demandeur ou des pièces justificatives.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, l'arrêté d'octroi du Ministre mentionne le montant maximum de la subvention tenant compte des coûts admissibles. ».

Art. 5. A l'article 5 du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « le projet du demandeur ne peut pas être mis en œuvre » sont remplacés par les mots suivants « l'initiative du demandeur ne peut pas être mise en œuvre »;

2° les mots « si le demandeur met son projet en œuvre » sont remplacés par les mots suivants « si le demandeur met son initiative en œuvre ».

Art. 6. Les articles 6 à 8 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 6. Les plafonds de subventions de l'Agence ainsi que les délais et périodes sont prévus par entité disposant d'un numéro d'entreprise auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises sans préjudice du respect par le demandeur des plafonds de subventions et périodes prévus par entreprise unique par le Règlement (UE) n° 1407/2013 ou le Règlement (UE) n° 1408/2013 lorsqu'il relève du secteur agricole.

Par conséquent, le montant de la subvention sollicitée est réduit à raison du solde disponible du plafond autorisé ou lui est refusé lorsque son octroi conduit le demandeur, soit à dépasser les plafonds de subventions de l'Agence, soit à dépasser selon son secteur d'activités les plafonds de subventions prévus par les Règlement (UE) n° 1407/2013 ou Règlement (UE) n° 1408/2013 ou les normes qui les ont remplacés.

Art. 7. Le demandeur est une entreprise immatriculée à la Banque-Carrefour des Entreprises, disposant d'un siège d'exploitation principal en Région wallonne et poursuivant un projet à l'international.

Le siège d'exploitation est tout établissement ou centre d'activité revêtant un certain caractère de stabilité. Le siège d'exploitation principal est celui qui, au sein de l'ensemble de l'entreprise du demandeur, emploie le plus de travailleurs.

Le projet à l'international de l'entreprise, s'il aboutit, génère une valeur ajoutée pour l'économie wallonne, notamment en termes de création ou de maintien d'emplois en Région wallonne ou en termes de développement de la production de bien ou de service localisée en Région wallonne ou en terme d'innovation. L'Agence apprécie le caractère réaliste de cette valeur ajoutée pour l'économie wallonne.

La recherche et développement, la propriété intellectuelle, le chiffre d'affaires, les emplois et les investissements directs en Région wallonne, ainsi que leur progression respective, sont portés en compte dans l'évaluation continue de la valeur ajoutée en Région wallonne.

La valeur ajoutée générée par le demandeur de l'aide est considérée en premier lieu. La valeur ajoutée chez les sous-contractants wallons entre en considération en deuxième lieu.

Art. 8. Le demandeur décrit dans sa demande de subvention l'initiative qui s'y rapporte, celle-ci devant nécessairement s'inscrire dans son projet à l'international.

L'initiative et le projet à l'international sont conformes aux normes nationales et internationales applicables au secteur professionnel du demandeur, y compris les éventuelles règles déontologiques. ».

Art. 7. Dans l'article 9 du même arrêté les mots « vers l'étranger » sont remplacés par les mots « en dehors de la Région wallonne ».

Art. 8. Les articles 10 et 11 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 10. Quelle que soit l'étape de la procédure d'octroi des subventions du présent arrêté, le demandeur ne peut pas être :

1° un commerce de proximité;

2° une société holding;

3° une entité hébergée dans une structure de soutien au développement d'activités économiques en Région wallonne qui met son numéro d'entreprise à disposition de l'entité hébergée.

Le demandeur est en règle avec les dispositions légales qui régissent l'exercice de son activité et respecte ses obligations fiscales, sociales et environnementales ainsi que le code de déontologie ou le règlement d'ordre intérieur qui régit sa profession.

Art. 11. Aucune subvention visée par le présent arrêté ne peut être accordée pour :

1° la rémunération de prestations fournies par les salariés du demandeur ou par d'autres membres de son entreprise ni pour la rémunération de produits ou services que le demandeur vend à ses propres clients;

2° des coûts facturés par des fournisseurs ou prestataires ayant un lien de connexité juridique, financière, fonctionnelle ou structurelle avec le demandeur;

3° des dépenses de fonctionnement normales et récurrentes du demandeur;

4° des dépenses payées en espèces ou par la compensation résultant de la fourniture de biens ou des services;

5° des dépenses refacturées par le demandeur à des tiers;

6° des dépenses ayant un caractère somptuaire;

7° une initiative à l'international pour laquelle le demandeur envisage de solliciter, sollicite, ou a obtenu des subventions ou des financements auprès de tout autre organisme, institution ou pouvoir publics.

En outre, la subvention n'est pas octroyée en cas de faillite, de dissolution ou de mise en liquidation volontaire ou judiciaire du demandeur.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 7°, il est indifférent que ces subventions couvrent tout ou partie des coûts admissibles. ».

Art. 9. A l'article 17 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « coûts admissibles liés à des services de production » sont remplacés par « coûts admis liés aux initiatives admises, à savoir les services de production »;

2° il est complété deux alinéas rédigés comme suit : « La période de trois ans débute à la date de notification par l'Agence de la décision du Ministre d'octroyer une subvention au titre du support de communication. Elle prend fin trente-six mois plus tard. Toutes les subventions notifiées au titre du support de communication entre la date de la première notification et la date de fin de la période, sont prises en compte dans le calcul du plafond.

La subvention est uniquement versée si le support de communication est finalisé. ».

Art. 10. L'article 18 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 18. Les coûts admissibles sont ceux liés à la production de supports de communication commerciale pour la prospection de clients établis hors de Belgique, à l'exclusion des supports de communication destinés au marché belge.

Dans ce cadre, les coûts admissibles sont soit :

1° les coûts de production de brochures papier ou digitales présentant l'entreprise du demandeur, ses produits ou ses services;

2° les coûts de production de vidéos, animation 3D et visites virtuelles interactives présentant l'entreprise du demandeur, ses produits ou ses services, sauf les spots publicitaires;

3° les coûts de production d'insertions publicitaires dans des revues professionnelles périodiques papier éditées et publiées à l'étranger ou dans des revues professionnelles digitales éditées à l'étranger ou sur des portails internet étrangers professionnels.

Les frais d'assurances, les dépenses de catering, de prestations de mannequins et d'acteurs, y compris le maquillage, les frais de déplacement, les frais d'envoi des supports de communication, ainsi que l'achat de clés USB, de logiciels, de matériel informatique ou photographique ne sont pas des coûts admissibles. ».

Art. 11. Dans l'article 21, alinéa 3, du même arrêté, les mots « Wallonie-Bruxelles Tourisme » sont remplacés par les mots « Wallonie-Belgique Tourisme ».

Art. 12. A l'article 22 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « Par dérogation à l'article 7, si » sont remplacés par le mot « Si »;

2° les mots « n'a pas son siège d'exploitation principal en Région wallonne » sont remplacés par les mots « a plusieurs sièges d'exploitation ».

Art. 13. Les articles 24, modifié par l'arrêté du Gouvernement du 25 février 2017, à 27 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 24. Les subventions visées par la présente section couvrent cinquante pour cent de coûts admis liés à des initiatives de participation active à des foires ou salons à l'étranger. Il s'agit d'événements à caractère professionnel et internationaux reconnus.

Les participations à des événements ou à des stands collectifs organisés par l'Agence ou par un opérateur bénéficiant d'une intervention publique pour la même manifestation ne sont pas éligibles à ces subventions.

En outre, les subventions visées par la présente section ne peuvent pas dépasser le plafond de 50.000 euros sur trois ans par entreprise. Ce plafond est porté à 75.000 euros sur trois ans par entreprise, lorsque le demandeur est une starter.

La période de trois ans débute à la date de notification par l'Agence de la décision du Ministre d'octroyer une subvention au titre du support à la participation aux foires et salons à l'étranger. Elle prend fin trente-six mois plus tard. Toutes les subventions notifiées au titre du support à la participation aux foires et salons à l'étranger entre la date de la première notification et la date de fin de la période, sont prises en compte dans le calcul du plafond.

Les congrès et conférences à l'étranger avec inscription payante et prise de parole permettant la promotion active des produits ou services du demandeur sont assimilés à des foires ou salons professionnels à l'étranger.

Art. 25. Lorsque le demandeur participe individuellement à une foire ou un salon spécialisé à l'étranger, seul le coût de location de la surface de stand facturée par l'organisateur de l'événement est admissible. Ce coût est plafonné à un maximum de :

- 1° cinquante m² en ce qui concerne la surface louée;
- 2° 400 euros par m² en ce qui concerne le prix facturé.

L'alinéa 1^{er} s'applique également lorsque le demandeur prend la parole lors d'un congrès ou d'une conférence à l'étranger avec inscription payante et pour lequel il dispose en plus d'un stand d'exposition, afin d'effectuer une promotion active de ses produits et de ses services.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, lorsque le demandeur prend la parole lors d'un congrès ou d'une conférence à l'étranger avec inscription payante afin d'effectuer une promotion active de ses produits et de ses services mais qu'il ne dispose pas d'un stand d'exposition, les coûts admissibles sont limités au droit d'inscription plafonné à un montant de 1.600 euros.

Art. 26. Lorsque le demandeur est une P.M.E. qui participe individuellement et dispose d'un stand pour la première fois à une foire ou à un salon spécialisé à l'étranger, il bénéficie du BONUS-PME. Dans ce cas, les coûts admissibles sont les suivants :

- 1° le droit d'inscription du demandeur à l'événement choisi;
- 2° les frais de déplacement et de séjour au départ de la Belgique et durant toute la durée de la foire ou du salon d'un seul délégué du demandeur, fixés selon les forfaits établis par le Ministre et publiés sur le site de l'Agence;
- 3° les coûts de location de la surface du stand facturés par l'organisateur de la foire ou du salon;
- 4° les frais de montage et de démontage du stand facturés par des entreprises spécialisées professionnelles;
- 5° les coûts d'aménagement du stand facturés par l'organisateur de la foire ou du salon ou par des entreprises spécialisées professionnelles;
- 6° le coût d'envoi de matériel d'exposition ou d'animaux de démonstration non-susceptibles de transactions commerciales et rapatriés en Région wallonne pour autant que le transport soit effectué par un tiers professionnel du transport.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 5°, les coûts d'aménagement portent sur les coûts de location de mobilier, d'installation électrique, d'éclairage et de revêtement de sol.

Les montants versés pour l'acquisition de biens mobiliers ou immobiliers ne sont pas des coûts admissibles.

Une participation payante à un événement auquel la P.M.E. a déjà participé, mais pour une édition se déroulant dans une autre ville, une autre région ou un autre pays est assimilée à une première participation.

Art. 27. Les événements couverts par les subventions visées par la présente section sont librement choisis par le demandeur. Toutefois, les subventions visées par la présente section sont accordées uniquement aux expositions réalisées à titre individuel :

- 1° sous le nom propre du demandeur;
- 2° sous la dénomination commerciale du demandeur ou de ses produits et services;
- 3° sous la marque légalement enregistrée au nom du demandeur.

Cette participation à l'évènement choisi implique le déplacement aller-retour, au départ de la Belgique ou d'un pays limitrophe à la Belgique avec retour en Belgique ou dans le pays limitrophe de départ, d'au moins un délégué commercial du demandeur auxdits salons ou foires durant toute leur durée et permettant la promotion active des produits ou services du demandeur. Pour raison motivée, un départ du délégué à partir d'un autre pays de l'Union européenne doit être soumis à l'accord préalable de l'Agence.

Par conséquent, le demandeur qui n'apparaît pas sous son nom propre, sous sa dénomination commerciale ou sa marque dans la liste des exposants de la manifestation ou qui participe à des foires sous le nom de son agent, de son importateur ou sous le nom de sa maison mère ou de filiales étrangères, ne peut pas bénéficier d'une subvention visée par la présente section.

Si le demandeur ne parvient pas à obtenir un stand individuel ou désire partager un stand avec d'autres participants, il peut introduire une demande de subvention, à condition de fournir avec celle-ci toutes les informations sur la location du stand auprès de l'organisateur ainsi que sur la refacturation et sa prise en charge de la quote-part des frais lui incombant. ».

Art. 14. A l'article 28 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° les mots « Par dérogation à l'article 7, si » sont remplacés par le mot « Si »;
- 2° les mots « n'a pas son siège d'exploitation principal en Région wallonne » sont remplacés par les mots « a plusieurs sièges d'exploitation ».

Art. 15. L'article 30, du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 30. Les subventions visées par la présente section concernent des voyages de prospection hors de l'Union européenne, des invitations en Région wallonne de partenaires établis en dehors de l'Union européenne ou des études de préfaisabilité hors de l'Union européenne. Elles couvrent cinquante pour cent des coûts admissibles suivants :

1° les frais de déplacement aller-retour, au départ de la Belgique ou d'un pays limitrophe à la Belgique avec retour en Belgique ou dans le pays limitrophe de départ ainsi que les frais de séjour exposés dans le cadre de voyage de prospection hors de l'Union européenne;

2° les frais de déplacement aller-retour en Belgique et de séjour exposés dans le cadre d'invitation en Région wallonne de partenaires avérés ou potentiels établis hors de l'Union européenne, à l'exclusion de partenaires dans lesquels le demandeur est impliqué de quelque manière que ce soit dans la gestion ou le contrôle.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, pour raison motivée, un départ du délégué à partir d'un autre pays de l'Union européenne est soumis à l'accord préalable de l'Agence.

Ces frais sont forfaitisés.

Le Ministre fixe un forfait pour les frais de déplacement et de séjour dans chacune des zones géographiques qu'il détermine, le cas échéant en prévoyant un forfait différent selon que le voyage du représentant du demandeur concerne un ou plusieurs pays de la zone. Ce ou ces forfaits sont publiés sur le site internet de l'Agence. ».

Art. 16. Dans l'article 31 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er} les mots « sur une période de six ans » sont remplacés par les mots « sur une période de trois ans »;

2° il est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« La période de trois ans débute à la date de notification par l'Agence de la décision du Ministre d'octroyer une subvention au titre du support mobilité. Elle prend fin trente-six mois plus tard. Elle est suivie d'une période trente-six mois durant laquelle le demandeur ne peut plus solliciter de subvention pour le ou les mêmes pays. Tous les voyages pour lesquels une subvention a été notifiée au titre du support mobilité entre la date de la première notification par l'Agence de la décision d'octroi du Ministre et la date de fin de la période visée à l'alinéa 2, sont pris en compte dans le calcul du nombre de voyages autorisés. ».

Art. 17. L'article 32 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 32. Par dérogation à l'article 31, lorsque le demandeur réalise à ses frais une étude de préfaisabilité préalable à l'obtention d'une commande d'un client établi hors de l'Union européenne, le maximum de voyages de prospection sur une période de trois ans est porté à six voyages, s'il remplit les conditions suivantes :

1° son initiative à l'international a une haute valeur technique et concerne la production de biens ou de services en Région wallonne, telle que l'installation d'une ligne de production clé sur porte, un projet d'infrastructure ou de génie civil;

2° son initiative à l'international est exceptionnelle pour l'entreprise du demandeur et constitue, si elle aboutit, une référence unique;

3° son initiative à l'international favorise la création d'emplois en Région wallonne.

Dans ce cas, les coûts admissibles comprennent, outre les frais forfaitisés de déplacement et de séjour visés à l'article 30 et, le cas échéant, par dérogation à l'article 11, les honoraires durant leur séjour dans le pays ciblé du ou des experts externes ou internes choisis par le demandeur pour la réalisation de l'étude ainsi que tout autre frais dans le pays ciblé dûment justifié lié à l'initiative à l'international concernée.

Le demandeur démontre que le ou les experts choisis justifient des compétences requises. L'Agence peut prévoir un plafond pour ces frais.

La subvention couvre alors cinquante pour cent de l'ensemble des coûts admissibles, sans pouvoir dépasser 25.000 euros par initiative. ».

Art. 18. Dans l'article 33, du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« En cas de désistement ou d'annulation du voyage, de l'invitation ou de l'étude de préfaisabilité, aucune subvention visée par la présente section n'est accordée. ».

Art. 19. L'article 34 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. Les subventions visées par la présente section couvrent cinquante pour cent des coûts admis portant sur des initiatives liées à l'ouverture et au fonctionnement d'un bureau de représentation commerciale hors de l'Union européenne. Ces frais sont forfaitisés.

La zone géographique couverte par le bureau de représentation commerciale peut couvrir un ou plusieurs pays.

Le Ministre fixe un forfait pour les coûts admissibles dans chacune des zones géographiques qu'elle détermine, le cas échéant en distinguant selon que le bureau est individuel, collectif ou dans un incubateur commercial. Ce ou ces forfaits sont publiés sur le site internet de l'Agence.

La somme des fonds propres et des dettes de plus d'un an du demandeur est supérieure au forfait établi pour les coûts admissibles. Pour le bureau collectif, le forfait établi est pris en considération au prorata de l'intervention du demandeur dans les frais du bureau.

Le demandeur ne peut pas avoir disposé de structure permanente dans le ou les pays couverts par le bureau de représentation commerciale depuis au moins cinq ans.

Les subventions accordées en vertu de la présente section ne peuvent pas concerner plus de deux bureaux de représentation par entreprise sur des zones couvertes distinctes au cours d'une période de trois ans, quelle que soit la formule choisie par le demandeur.

La période de trois ans débute à la date de notification par l'Agence de la décision du Ministre d'octroyer une subvention au demandeur au titre du support de bureau de représentation commerciale. Elle prend fin trente-six mois plus tard. Tous les bureaux de représentation commerciale pour lesquels une subvention a été notifiée au titre du support de bureau de représentation commerciale entre la date de la première notification par l'Agence de la décision d'octroi du Ministre et la date de fin période, sont pris en compte dans le calcul du nombre de bureaux autorisés.

En cas d'annulation de l'ouverture du bureau de représentation commerciale ou s'il n'est pas occupé et exploité durant la période prévue, aucune subvention visée par la présente section n'est accordée. ».

Art. 20. L'article 35 du même arrêté est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Le demandeur est en règle avec les dispositions légales locales qui régissent l'ouverture et le fonctionnement d'un bureau de représentation commerciale ».

Art. 21. A l'article 38 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « à ses frais exclusivement » sont insérés entre le mot « exploite » et les mots « un bureau de représentation »;

2° à l'alinéa 2 les mots « par dérogation à l'article précédent » sont remplacés par les mots « par dérogation à l'article 37 »;

3° à l'alinéa 2 les mots « indépendantes financièrement les unes des autres » sont remplacés par les mots « totalement indépendantes les unes des autres ».

Art. 22. L'article 50 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 50. Le demandeur introduit gratuitement toute demande de subvention en remplissant le formulaire électronique mis à disposition sur le site internet de l'Agence.

Le demandeur confirme expressément qu'il respecte le Règlement (UE) n° 1407/2013 ou le Règlement (UE) n° 1408/2013 ainsi que le présent arrêté. Lorsque la demande porte sur les subventions visées aux articles 26 et 38, alinéa 2, le demandeur confirme également expressément qu'il remplit la définition de la P.M.E. prévue à l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. Ces confirmations ne font pas obstacle à une vérification de ce respect par l'Agence.

En outre, le demandeur s'engage dans ce formulaire à conserver durant une période de dix ans à partir de la date du versement de la subvention par l'Agence, sauf prolongation du délai conformément aux dispositions légales en matière de prescription, les documents visés à l'article 64, alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

Le demandeur joint à sa demande :

1° la présentation de l'initiative pour laquelle il sollicite une subvention, en précisant le type de subvention et le budget sollicité;

2° tout document utile pour étayer sa demande.

L'Agence évalue l'adéquation de l'initiative par rapport au projet à l'international.

L'Agence accuse réception de la demande. ».

Art. 23. Dans l'intitulé de la section 2 du chapitre IV du même arrêté, les mots « ou de l'Agence » sont abrogés.

Art. 24. Dans l'article 52, alinéa 2, du même arrêté, le mot « communique » est remplacé par le mot « notifie ».

Art. 25. Dans le même arrêté, il est inséré un article 52/1 rédigé comme suit :

« Art. 52/1. Dès notification par l'Agence de la décision du Ministre d'accepter la subvention, le demandeur soumet à l'Agence, sans délai et pour approbation, toute demande de modification de l'initiative subventionnée, de son budget ou des prestataires et fournisseurs choisis pour la réaliser. ».

Art. 26. L'article 53 du même arrêté est abrogé.

Art. 27. Dans le même arrêté, l'intitulé de la section 3 du chapitre IV est remplacé par ce qui suit :

« Versement de la subvention et délais de forclusion ».

Art. 28. L'article 54 du même arrêté est abrogé.

Art. 29. L'article 55 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 55. L'initiative subventionnée est totalement achevée un an après la date de notification par l'Agence de la décision du Ministre d'accepter la demande de subvention.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la subvention est sollicitée sur base des articles 30 à 32, l'initiative subventionnée est totalement achevée deux ans après la date de notification par l'Agence de la décision du Ministre d'accepter la demande de subvention. ».

Art. 30. L'article 56 du même arrêté, abrogé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2017, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Art. 56. La demande de versement complète est introduite au plus tard soit :

1° trois mois à dater de l'achèvement de l'initiative subventionnée;

2° trois mois à dater de la notification par l'Agence de la décision du Ministre d'accepter la subvention si cette notification est postérieure à l'achèvement de l'initiative subventionnée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque la subvention est sollicitée sur base des articles 34 à 40, la demande de versement complète est introduite au plus tard soit :

1° quinze mois après la date d'ouverture du bureau de représentation commerciale;

2° trois mois à dater de la notification par l'Agence de la décision du Ministre d'accepter la subvention si cette notification est postérieure aux douze mois de fonctionnement du bureau de représentation commerciale.

En cas de dépassement des délais visés aux alinéas 1^{er} et 2, la demande de versement est rejetée. ».

Art. 31. L'article 57 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 57. Le demandeur introduit sa demande de versement de subvention uniquement lorsque les conditions suivantes sont remplies :

1° l'initiative subventionnée est totalement achevée;

2° l'ensemble des factures adressées par les prestataires et fournisseurs choisis pour la réalisation de l'initiative subventionnée ont été payées.

La demande de versement se compose d'une déclaration de créance, établie conformément au modèle mis à disposition sur le site internet de l'Agence, et de toutes les pièces justificatives éventuellement requises.

Dans la déclaration de créance, le demandeur confirme expressément qu'il respecte le Règlement (UE) n° 1407/2013 ou le Règlement (UE) n° 1408/2013 ainsi que le présent arrêté. Lorsque la demande porte sur les subventions visées aux articles 26 et 38, alinéa 2, le demandeur confirme également expressément qu'il remplit la définition de la P.M.E. prévue à l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité. Ces confirmations ne font pas obstacle à une vérification de ce respect par l'Agence.

L'Agence publie sur son site internet la liste des pièces justificatives demandées pour chaque type de subvention.

Par application du principe de confiance, conçu comme un moyen de réaliser la simplification administrative, et pour les catégories de subventions visées par le présent arrêté qu'elle détermine, l'Agence peut dans un premier temps exiger du demandeur uniquement le dépôt d'une déclaration de créance sur l'honneur et d'un rapport commercial de l'initiative subventionnée, en se réservant la possibilité de procéder à un contrôle des conditions d'octroi de la subvention dans un second temps et d'exiger alors la production des pièces justificatives. L'Agence précise sur son site internet les catégories de subventions pour lesquelles le principe de confiance est appliqué. L'Agence précise également sur son site internet les éléments devant figurer dans le rapport commercial. Dans le cadre du contrôle des conditions d'octroi, l'Agence peut demander les coordonnées et fonctions complètes des prospects ou partenaires avec lesquels le demandeur a établi un contact. ».

Art. 32. Dans l'article 58, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, 1°, les mots « visée à la Section 3 du Chapitre III » sont remplacés par les mots « visées à l'article 26 »;

b) à l'alinéa 1^{er}, 2°, les mots « visée à la Section 4 du Chapitre III » sont remplacés par les mots « visées à l'article 32 »;

c) à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « visés à la Section 5 du Chapitre III » sont remplacés par les mots « visées aux articles 34 à 40 »;

d) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Cette avance peut être accordée uniquement au demandeur dont la demande a été acceptée par une décision du Ministre. Elle n'est pas accordée pour les initiatives qui sont déjà achevées. Le demandeur sollicite en outre cette avance en recourant à la déclaration de créance spécifique dont le modèle est mis à disposition sur le site internet de l'Agence et en joignant les pièces justificatives requises dont la liste est publiée sur le même site. L'Agence peut à cet égard appliquer le principe de confiance et le précise le cas échéant sur son site internet »;

e) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Le demandeur qui a perçu une avance introduit sa demande de versement du solde de la subvention dans le délai visé à l'article 56. Il rembourse à l'Agence sans délai l'avance perçue si la participation à la foire ou au salon à l'étranger est annulée, l'étude de faisabilité n'est pas réalisée dans le délai visé à l'article 55, alinéa 1^{er}, ou le bureau de représentation commerciale n'est pas exploité durant un délai de douze mois consécutifs ou durant la période prévue dans l'incubateur. ».

Art. 33. Dans l'article 59 du même arrêté, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Ceci ne suspend pas le délai visé à l'article 56 ».

Art. 34. Les articles 60 à 62 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 60. Lorsque le demandeur est débiteur de montants exigibles vis-à-vis de l'Agence, l'Agence informe le demandeur qu'elle n'accorde pas la subvention demandée tant que ces montants n'ont pas été payés.

Ceci ne suspend pas le délai visé à l'article 56.

Aucune compensation ne peut avoir lieu entre les dettes du demandeur envers l'Agence et une subvention visée par le présent arrêté.

Art. 61. Lorsque l'Agence constate que le demandeur ne remplit pas ou plus les conditions d'octroi de la subvention ou de l'avance, elle refuse la demande de versement et en informe le demandeur. A cet égard, il est indifférent que la décision du Ministre d'accepter la subvention ait déjà été notifiée au demandeur.

Au besoin, l'Agence peut inviter le demandeur à lui fournir, dans le mois, tout complément d'information qu'elle juge utile pour vérifier que le demandeur remplit toujours les conditions d'octroi. Cette demande de l'Agence est notifiée au demandeur. Le délai d'un mois court à compter du lendemain de la notification de la demande de notification de complément d'information par l'Agence.

Art. 62. Lorsque le demandeur a produit une demande de versement complète et est en ordre de paiement vis-à-vis de l'Agence, celle-ci le lui indique par une notification de décompte qui précise le montant définitif de la subvention octroyée. Cette notification de décompte fait naître le droit à la subvention dans le chef du demandeur, conformément à l'article 4. ».

Art. 35. Les articles 64 et 65 du même arrêté sont remplacés par ce qui suit :

« Art. 64. Lorsque l'Agence a versé la subvention en appliquant le principe de confiance prévu à l'article 57, alinéa 5, elle peut procéder, à tout moment, à un contrôle et inviter le demandeur à lui fournir dans un délai d'un mois :

1° les factures détaillées relatives à l'initiative subsidiée établies au nom du demandeur et enregistrées dans sa comptabilité;

2° les extraits du compte bancaire ou des décomptes de carte de crédit du demandeur identifiant clairement l'identité du donneur d'ordre;

3° tout autre document demandé par l'Agence.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 2^o, les paiements en espèce ou par compensation de biens ou de services ne sont pas autorisés. Les extraits de compte ou décomptes de carte de crédit visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, constituent les seules preuves de paiement acceptées par l'Agence.

Après examen des pièces justificatives complètes, l'Agence adresse une notification au demandeur pour lui indiquer s'il a produit des documents probants ou non et si toutes les conditions d'octroi de la subvention prévues par le présent arrêté ont été respectées.

Si le demandeur n'a pas répondu à l'invitation de l'Agence, un rappel lui est adressé. Un second rappel peut être adressé au demandeur.

Art. 65. Si le demandeur n'a donné aucune suite aux deux rappels éventuels ou si les documents qu'il a transmis à l'Agence ne sont pas probants, il rembourse tout ou partie de la subvention concernée.

L'Agence adresse au demandeur un envoi recommandé précisant les modalités de remboursement. À défaut de remboursement, l'Agence peut introduire une action en justice. ».

Art. 36. A l'article 66 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots « rembourse les subventions de l'article précédent » sont remplacés par les mots « rembourse tout ou partie des subventions de l'article 65 »;

2^o l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 37. L'article 67 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 67. Outre l'application des dispositions énoncées par les articles 61 et 62 du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publiques wallonnes, le demandeur qui a perçu une subvention ou une avance visée par le présent arrêté la rembourse dans sa totalité à l'Agence, lorsqu'il :

1^o ne respecte pas une ou plusieurs des conditions d'octroi de la subvention ou de l'avance;

2^o ne maintient pas ses activités sur le territoire de la Région wallonne pendant une durée de trois ans à compter de la date de paiement de la subvention;

3^o affecte les fonds reçus à d'autres fins que celles pour lesquelles ils ont été obtenus;

4^o n'a pas remboursé l'avance comme requis par l'article 58, alinéa 4;

5^o a obtenu ou a conservé la subvention en communiquant sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, sans préjudice d'une éventuelle poursuite pénale.

En outre, le demandeur rembourse à l'Agence la partie de la subvention qui dépasse le montant maximum justifié par les pièces justificatives admises.

Le demandeur se trouvant dans au moins une des situations précitées est privé de toute nouvelle subvention visée par le présent arrêté et exclu de toute action collective de l'Agence, tant qu'il ne rembourse pas la subvention ou l'avance concernée. En outre, l'Agence peut décider que le demandeur ne peut plus solliciter de subventions auprès de l'Agence pendant une période de trois années prenant cours à la date du remboursement de la subvention ou de l'avance concernée. ».

Art. 38. L'article 69 du même arrêté est abrogé.

Art. 39. Le Ministre qui a l'économie et le commerce extérieur dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 juillet 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/42509]

9. JULI 2020 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 2. April 1998 zur Gründung der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen ("Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers"), Artikel 2 Absatz 1 Ziffer 2, abgeändert durch das Dekret vom 28. April 2016;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen;

Aufgrund der am 26. Oktober 2018 abgegebenen Stellungnahme des Verwaltungsrats der Wallonischen Agentur für Export und ausländische Investitionen;

Aufgrund des Berichts vom 22. März 2019, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 4. April 2019 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 18. April 2019 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 20. Mai 2019 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 66.037/2 des Staatsrats;

In Erwägung der am 6. Juli 2015 abgegebenen Stellungnahme A.1228 des Wirtschafts-, Sozial- und Umweltrates der Wallonie;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft und Außenhandel;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Oktober 2015 über Beihilfen zur Förderung der Internationalisierung der Unternehmen werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

“3° das “Starter“-Unternehmen: jedes Unternehmen, das beim Einreichen des Beihilfeantrags seit weniger als fünf Jahren bei der zentralen Datenbank der Unternehmen registriert ist;”;

b) Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

“8° die beihilfefähigen Kosten: die gesamten Kosten, die dem Antragsteller unmittelbar entstehen und die ganz oder teilweise durch einen auf dem vorliegenden Erlass basierenden Zuschuss gedeckt werden können, wobei diese Kosten jeweils ohne Mehrwertsteuer oder sonstige Steuern oder eventuelle Nachlässe zu berücksichtigen sind;”;

c) es wird eine Ziffer 8/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“8°/1 die zugelassenen Kosten: alle beihilfefähigen Kosten, die dem Antragsteller unmittelbar entstehen und zwecks der Berechnung des Zuschusses nach Anwendung der in vorliegendem Erlass genannten Begrenzungen in Betracht gezogen werden;”;

d) Ziffer 10 wird durch Folgendes ersetzt:

“10° die Verordnung (EU) Nr. 1408/2013: die Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf De-minimis-Beihilfen im Agrarsektor;”;

e) er wird um die Ziffern 12° und 13° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“12° das internationale Projekt: die vom Antragsteller zum Zwecke seiner internationalen Expansion verfolgte Strategie;

13° die Initiative: die tatsächliche Einleitung des internationalen Projekts des Antragstellers, die sich durch die Beantragung eines unter vorliegendem Erlass fallenden Zuschusses ausdrückt.”.

Art. 2 - Artikel 2 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 2 - Die Zuschüsse nach vorliegendem Erlass sind *De-minimis*-Beihilfen im Sinne der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013.”.

Art. 3 - In denselben Erlass wird ein Artikel 2/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 2/1 - Der vorliegende Erlass findet keine Anwendung auf die Beihilfen der Agentur für die Förderung der Internationalisierung von Unternehmensverbänden, gemischten Handelskammern und ihren Mitgliedern sowie auf die mittels des integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region gewährten Beihilfen in Sachen Internationalisierung der Unternehmen.”.

Art. 4 - Die Artikel 3 und 4 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

“Art. 3 - Die im vorliegenden Erlass genannten Zuschüsse sind ausschließlich für förderfähige Initiativen bestimmt, deren Zweck es ist, international orientierte Tätigkeiten zu entwickeln. Sie werden im Rahmen der zur Verfügung stehenden Haushaltsmittel gewährt.

Art. 4 - Anspruch auf einen im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss hat der Antragsteller nur, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° der Bezuschussungsantrag wird vom Minister genehmigt;

2° die Agentur hat dem Antragsteller eine Abrechnung notifiziert, in der der endgültige Betrag des beantragten Zuschusses angegeben wird, insbesondere unter Berücksichtigung der Gewährungsbedingungen, der anwendbaren Höchstbeträge, der ehrenwörtlichen Forderungsanmeldung des Antragstellers oder der Belege.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 wird in dem Gewährungserlass des Ministers der Höchstbetrag des Zuschusses unter Berücksichtigung der beihilfefähigen Kosten angegeben.”.

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge “darf das Projekt des Antragstellers bis zum Einreichen des Antrags nicht eingeleitet werden” wird durch die Wortfolge “darf die Initiative des Antragstellers bis zum Einreichen des Antrags nicht eingeleitet werden” ersetzt;

2° die Wortfolge “Wenn der Antragsteller sein Projekt unverzüglich nach diesem Einreichen einleitet” wird durch die Wortfolge “Wenn der Antragsteller seine Initiative unverzüglich nach diesem Einreichen einleitet” ersetzt.

Art. 6 - Die Artikel 6 bis 8 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

“Art. 6 - Unbeschadet der Beachtung durch den Antragsteller der in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder, falls dieser Antragsteller zum Agrarsektor gehört, in der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 pro einziges Unternehmen vorgesehenen Zuschusshöchstbeträge und Zeiträume werden die Höchstbeträge der Bezuschussung sowie die Fristen und Zeiträume, die von der Agentur festgelegt werden, pro Einheit festgelegt, die über eine Unternehmensnummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen verfügt.

Daher wird der Betrag des beantragten Zuschusses im Verhältnis zum verfügbaren Saldo des zugelassenen Höchstbetrags reduziert oder abgelehnt, wenn dessen Gewährung den Antragsteller dazu führt, entweder die Höchstbeträge für die Bezuschussung durch die Agentur, oder abhängig von seinem Tätigkeitsbereich die in der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder in der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 vorgesehenen Zuschusshöchstbeträge bzw. die Normen, die sie ersetzt haben, zu überschreiten.

Art. 7 - Beim Antragsteller handelt es sich um ein bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen registriertes Unternehmen, das über einen Hauptbetriebssitz in der Wallonischen Region verfügt und ein internationales Projekt verfolgt.

Beim Betriebssitz handelt es sich um jede Niederlassung oder Geschäftsstelle, die einen gewissermaßen stabilen Charakter aufweist. Der Hauptbetriebssitz ist derjenige, der innerhalb des gesamten Unternehmens des Antragstellers die größte Anzahl Arbeitnehmer beschäftigt.

Einmal zustande gekommen, erzeugt das internationale Projekt des Unternehmens eine Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft, insbesondere im Bereich der Schaffung oder Aufrechterhaltung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region oder im Bereich der Entwicklung der Produktion von Waren und Dienstleistungen in der Wallonischen Region, oder aber in Sachen Innovation. Die Agentur schätzt den realistischen Charakter dieser Wertschöpfung für die wallonische Wirtschaft ein.

Forschung und Entwicklung, geistiges Eigentum, Umsatz, Arbeitsplätze und Direktinvestitionen in der Wallonischen Region sowie deren jeweilige Entwicklung werden bei der kontinuierlichen Bewertung der Wertschöpfung in der Wallonischen Region berücksichtigt.

Die vom Antragsteller der Beihilfe erzeugte Wertschöpfung wird an erster Stelle berücksichtigt. Die Wertschöpfung bei den wallonischen Subunternehmern wird an zweiter Stelle berücksichtigt.

Art. 8 - Der Antragsteller beschreibt in seinem Bezuschussungsantrag die betreffende Initiative, wobei diese sich notwendigerweise in sein internationales Projekt einzufügen hat.

Die Initiative und das internationale Projekt entsprechen den nationalen und internationalen Normen, die auf den beruflichen Sektor des Antragstellers Anwendung finden, einschließlich der eventuellen berufsethischen Regeln.“

Art. 7 - In Artikel 9 desselben Erlasses wird die Wortfolge "ins Ausland" durch die Wortfolge "außerhalb der Wallonischen Region" ersetzt.

Art. 8 - Die Artikel 10 und 11 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

"Art. 10 - Ungeachtet des Stadiums des Verfahrens zur Gewährung der Zuschüsse nach vorliegendem Erlass handelt es sich beim Antragsteller nicht um:

1° einen örtlichen Einzelhandel;

2° eine Holdinggesellschaft;

3° eine Einheit, die in einer Struktur zur Förderung der Entwicklung wirtschaftlicher Tätigkeiten in der Wallonischen Region untergebracht ist, welche ihre Unternehmensnummer zur Verfügung der untergebrachten Einheit stellt.

Der Antragsteller genügt den gesetzlichen Bestimmungen, die die Ausübung seiner Aktivität regeln, und beachtet seine steuer-, sozial- und umweltrechtlichen Verpflichtungen sowie die berufsethischen Regeln oder die Geschäftsordnung seines Berufs.

Art. 11 - Es darf kein im vorliegenden Erlass genannter Zuschuss zu den folgenden Zwecken gewährt werden:

1° zur Entlohnung der Leistungen, die von den Arbeitnehmern des Antragstellers oder von anderen Mitgliedern seines Unternehmens erbracht werden, oder zur Vergütung von Produkten bzw. Dienstleistungen, die der Antragsteller an seine eigenen Kunden verkauft;

2° zur Deckung von Kosten, die von Lieferanten oder Dienstleistern in Rechnung gestellt werden, die in rechtlicher, finanzieller, funktionaler oder struktureller Verbindung mit dem Antragsteller stehen.

3° zur Deckung von üblichen und regelmäßigen Betriebsausgaben des Antragstellers;

4° zur Deckung von Ausgaben, die in bar oder mittels Ausgleich durch die Lieferung von Waren oder Dienstleistungen getätigt werden;

5° zur Deckung von Ausgaben, die vom Antragsteller an Dritte weiter verrechnet werden;

6° zur Deckung von Ausgaben mit luxuriösem Charakter;

7° zur Finanzierung einer internationalen Initiative, für welche der Antragsteller Zuschüsse oder Finanzierungen durch jegliche andere Anstalt, Einrichtung oder Behörde zu beantragen erwägt, beantragt oder erhalten hat.

Außerdem wird der Zuschuss bei Konkurs, Auflösung, freiwillige oder gerichtliche Liquidation des Antragstellers nicht gewährt.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 7 spielt es keine Rolle, ob diese Zuschüsse die gesamten beihilfefähigen Kosten, oder nur einen Teil davon, abdecken.“

Art. 9 - In Artikel 17 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "beihilfefähigen Kosten ab im Zusammenhang mit Dienstleistungen in Sachen Erstellung" durch die Wortfolge "zugelassenen Kosten, die mit den zugelassenen Initiativen verbunden sind, nämlich Dienstleistungen in Sachen Erstellung" ersetzt;

2° er wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt: "Der dreijährige Zeitraum beginnt am Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Ministers zur Gewährung eines Zuschusses für Kommunikationsträger notifiziert. Er endet sechsunddreißig Monate später. Alle Zuschüsse für Kommunikationsträger, die vom Datum der ersten Notifizierung bis zum Datum, an dem der Zeitraum endet, notifiziert werden, fließen in die Berechnung des Höchstbetrags ein.

Der Zuschuss wird nur ausgezahlt, wenn der Kommunikationsträger erstellt worden ist.“

Art. 10 - Artikel 18 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 18 - Bei den beihilfefähigen Kosten handelt es sich um diejenigen, die mit der Erstellung von kommerziellen Kommunikationsträgern für Kundenwerbung außerhalb Belgiens verbunden sind, mit Ausnahme der Kommunikationsträger, die für den belgischen Markt bestimmt sind.

In diesem Zusammenhang sind die folgenden Kosten beihilfefähig:

1° entweder die Kosten für die Erstellung von gedruckten oder digitalen Broschüren, die das Unternehmen des Antragstellers, seine Produkten oder Dienstleistungen präsentieren;

2° oder die Kosten für die Erstellung von Videos, 3D-Animationen und interaktiven virtuellen Rundgängen, die das Unternehmen des Antragstellers, seine Produkten oder Dienstleistungen präsentieren, mit Ausnahme von Werbespots;

3° oder die Kosten für die Erstellung von Werbeinseraten in gedruckte Fachzeitschriften, die im Ausland herausgegeben und veröffentlicht werden, oder in digitale Fachzeitschriften, die im Ausland oder auf ausländischen professionellen Internetportalen herausgegeben werden.

Versicherungskosten, Cateringsausgaben, mit Modells- und Schauspielerauftritten verbundene Ausgaben (darunter auch das Make up), Reisekosten, Versandkosten von Kommunikationsträgern sowie der Einkauf von USB-Sticks, Software, Computer- oder Fotomaterial sind keine beihilfefähigen Kosten.“.

Art. 11 - In Artikel 21 Absatz 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge “Wallonie-Bruxelles Tourisme” (Wallonie-Brüssel Werbe- und Verkehrsamt) durch die Wortfolge “Wallonie-Belgique Tourisme” (Wallonie-Belgien Tourismus) ersetzt.

Art. 12 - In Artikel 22 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge “in Abweichung von Artikel 7” wird gestrichen;

2° die Wortfolge “Liegt der Hauptbetriebsitz des Antragstellers nicht in der Wallonischen Region,” wird durch die Wortfolge “Verfügt der Antragsteller über mehrere Betriebsitze,” ersetzt.

Art. 13 - Die Artikel 24, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 25. Februar 2017, bis 27 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

“Art. 24 - Die im vorliegenden Abschnitt erwähnten Zuschüsse decken fünfzig Prozent von zugelassenen Kosten ab, die mit Initiativen zur aktiven Teilnahme an Messen oder Ausstellungen im Ausland verbunden sind. Es geht dabei um Events mit einem anerkannten fachlichen und internationalen Charakter.

Die Teilnahmen an Events oder an Gemeinschaftsständen, die von der Agentur oder von einem Akteur organisiert werden, der für dieselbe Veranstaltung eine öffentliche Unterstützung erhält, kommen nicht in Betracht bei der Gewährung dieser Zuschüsse.

Außerdem dürfen die im vorliegenden Abschnitt angeführten Zuschüsse den Höchstbetrag von 50.000 Euro pro Unternehmen über drei Jahre nicht überschreiten. Dieser Höchstbetrag wird auf 75.000 Euro pro Unternehmen über drei Jahre erhöht, wenn es sich beim Antragsteller um ein “Starter“-Unternehmen handelt.

Der dreijährige Zeitraum beginnt am Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Ministers zur Gewährung eines Zuschusses für die Unterstützung der Teilnahme an Messen und Ausstellungen im Ausland notifiziert. Er endet sechsendreißig Monate später. Alle Zuschüsse für die Unterstützung der Teilnahme an Messen und Ausstellungen im Ausland, die vom Datum der ersten Notifizierung bis zum Datum, an dem der Zeitraum endet, notifiziert werden, fließen in die Berechnung des Höchstbetrags ein.

Kongresse und Konferenzen im Ausland mit gebührenpflichtiger Anmeldung und Redezeit, die eine aktive Werbung für die Produkte oder Dienstleistungen des Antragstellers ermöglichen, werden als Ausstellungen oder Messen im Ausland betrachtet.

Art. 25 - Wenn der Antragsteller individuell an einer Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, sind nur die vom Veranstalter des Events in Rechnung gestellten Kosten für die Miete der Standfläche beihilfefähig. Die Höchstgrenze für diese Kosten entspricht:

1° fünfzig m², was die gemietete Standfläche betrifft;

2° 400 Euro je m², was den in Rechnung gestellten Preis betrifft.

Absatz 1 findet auch dann Anwendung, wenn der Antragsteller auf einem Kongress oder einer Konferenz im Ausland, zu denen die Anmeldung gebührenpflichtig ist und bei denen er zudem über einen Messestand verfügt, das Wort ergreift, um aktiv für seine Produkte und Dienstleistungen zu werben.

Wenn der Antragsteller auf einem Kongress oder einer Konferenz im Ausland, zu denen die Anmeldung gebührenpflichtig ist, das Wort ergreift, um aktiv für seine Produkte und Dienstleistungen zu werben, jedoch über keinen Messestand verfügt, werden die beihilfefähigen Kosten auf die Anmeldegebühr begrenzt, unter Beachtung eines Höchstbetrags von 1.600 Euro.

Art. 26 - Handelt es sich beim Antragsteller um einen KMB, der zum ersten Mal individuell an einer Fachmesse oder -ausstellung im Ausland teilnimmt, so hat dieser Anspruch auf den KMB-BONUS. In diesem Fall sind die beihilfefähigen Kosten folgende:

1° die Gebühr für die Anmeldung des Antragstellers zum ausgewählten Event;

2° die Reise- und Aufenthaltskosten, die einem einzigen Delegierten des Antragstellers ab dem Abfahrtsort in Belgien und während der gesamten Dauer der Messe oder der Ausstellung entstanden sind, nach den vom Minister festgelegten und auf der Website der Agentur veröffentlichten Pauschalbeträgen;

3° die Kosten für die Miete der Standfläche, die vom Veranstalter der Messe oder der Ausstellung in Rechnung gestellt werden;

4° die Kosten für den Auf- und Abbau des Standes, die von professionellen Fachfirmen in Rechnung gestellt werden;

5° die Kosten für die Einrichtung des Standes, die vom Veranstalter der Messe oder der Ausstellung, oder von professionellen Fachfirmen in Rechnung gestellt werden;

6° die Kosten für die Versendung von Ausstellungsmaterial oder Vorführtieren, die nicht Gegenstand von Handelsgeschäften sind und in die Wallonische Region zurückgeschickt werden, sofern der Transport von einem professionellen Dritttransportunternehmen durchgeführt wird.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 5 umfassen die Einrichtungskosten die Kosten für die Miete von Möbeln, für die elektrische Installation, die Beleuchtung und den Bodenbelag.

Die zur Anschaffung von beweglichen oder unbeweglichen Gütern gezahlten Beträge sind keine beihilfefähigen Kosten.

Eine gebührenpflichtige Teilnahme an einem Event, an dem der KMB bereits teilgenommen hat, dessen Ausgabe jedoch in einer anderen Stadt, einer anderen Region oder einem anderen Land stattfindet, wird als erste Teilnahme betrachtet.

Art. 27 - Die durch die im vorliegenden Abschnitt genannten Zuschüsse abgedeckten Events werden vom Antragsteller frei ausgewählt. Die im vorliegenden Abschnitt genannten Zuschüsse werden jedoch nur für die Ausstellungen gewährt, die individuell auf den Weg gebracht werden, und zwar:

1° unter eigenem Namen des Antragstellers;

2° unter der Handelsbezeichnung des Antragstellers oder seiner Produkte und Dienstleistungen;

3° unter dem auf den Namen des Antragstellers gesetzlich eingetragenen Markennamen.

Diese Teilnahme an dem ausgewählten Event umfasst die Hin- und Rückreise mindestens eines Delegierten des Antragstellers vom Abfahrtsort in Belgien oder einem Nachbarland Belgiens mit Rückfreise zu diesem Abfahrtsort in Belgien oder dem Nachbarland zu/von den besagten Messen oder Ausstellungen während deren gesamten Dauer, wodurch die aktive Werbung für die Produkte und Dienstleistungen des Antragstellers ermöglicht wird. Sofern sie begründet wird, unterliegt die Abfahrt eines Delegierten aus einem anderen Land der Europäischen Union der vorherigen Zustimmung der Agentur.

Dementsprechend hat der Antragsteller, der nicht unter seinem eigenen Namen, seiner Handelsbezeichnung oder seinem Markennamen in der Liste der Aussteller der Veranstaltung aufgeführt wird oder an Messen unter dem Namen seines Vertreters, seines Importeurs oder unter dem Namen seiner Muttergesellschaft oder ausländischer Tochtergesellschaften teilnimmt, keinen Anspruch auf einen Zuschuss gemäß vorliegendem Abschnitt.

Wenn der Antragsteller keinen individuellen Stand erhalten kann oder einen Stand mit anderen Teilnehmern teilen möchte, kann er einen Antrag auf Zuschuss einreichen, vorausgesetzt, dass er diesem Antrag alle Informationen über das Mieten des Stands bei dem Veranstalter sowie über die Weiterverrechnung und die Übernahme des auf ihn entfallenden Kostenanteils beifügt.“.

Art. 14 - In Artikel 28 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge “in Abweichung von Artikel 7” wird gestrichen;

2° die Wortfolge “Wenn der Antragsteller seinen Hauptbetriebsitz nicht in der Wallonischen Region hat,” wird durch die Wortfolge “Verfügt der Antragsteller über mehrere Betriebsitze, so” ersetzt.

Art. 15 - Artikel 30 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 30 - Die im vorliegenden Abschnitt genannten Zuschüsse betreffen Markterkundungsreisen außerhalb der Europäischen Union, Einladungen in die Wallonische Region von Partnern, die außerhalb der Europäischen Union angesiedelt sind, oder Durchführbarkeitsvorstudien außerhalb der Europäischen Union. Sie decken fünfzig Prozent der folgenden beihilfefähigen Kosten ab:

1° die Kosten für die Hin- und Rückreise vom Abfahrtsort in Belgien oder einem Nachbarland Belgiens mit Rückreise zu diesem Abfahrtsort in Belgien oder dem Nachbarland sowie die Aufenthaltskosten, die im Rahmen von Markterkundungsreisen außerhalb der Europäischen Union entstanden sind;

2° die Kosten für die Hin- und Rückreise nach/aus Belgien und die Aufenthaltskosten, die im Rahmen von Einladungen in die Wallonische Region von bewährten oder potentiellen Partnern entstanden sind, die außerhalb der Europäischen Union angesiedelt sind, mit Ausnahme derjenigen, in deren Geschäftsführung oder Kontrolle der Antragsteller irgendeine Rolle spielt.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 1 und sofern sie begründet wird, unterliegt die Abfahrt des Delegierten aus einem anderen Land der Europäischen Union der vorherigen Zustimmung der Agentur.

Diese Kosten werden pauschaliert.

Der Minister setzt einen Pauschalbetrag für die Reise- und Aufenthaltskosten in jeder der von ihm bestimmten geografischen Gebiete fest und sieht ggf. verschiedene Pauschalbeträge vor, je nach dem, ob die Reise des Vertreters des Antragstellers ein oder mehrere Länder des Gebiets umfasst. Diese Pauschale(n) werden auf der Website der Agentur veröffentlicht.“.

Art. 16 - In Artikel 31 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge “über einen Zeitraum von sechs Jahren” durch die Wortfolge “über einen Zeitraum von drei Jahren” ersetzt;

2° der Artikel wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Der dreijährige Zeitraum beginnt am Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Ministers zur Gewährung eines Zuschusses für die Mobilitätsförderung notifiziert. Er endet sechsunddreißig Monate später. Dem folgt ein sechsunddreißigmonatiger Zeitraum, in dem der Antragsteller keine Bezuschussung mehr für dasselbe bzw. dieselben Länder beantragen darf. Alle Reisen, für die zwischen dem Datum der ersten Notifizierung des Gewährungsbeschlusses des Ministers durch die Agentur und dem Datum, an dem der in Absatz 2 genannte Zeitraum endet, ein Zuschuss für die Mobilitätsförderung notifiziert worden ist, fließen in die Berechnung der Anzahl zugelassener Reisen ein.“.

Art. 17 - Artikel 32 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. 32 - Wenn der Antragsteller vor dem Erhalt eines Auftrags eines Kunden mit Sitz außerhalb der Europäischen Union eine Durchführbarkeitsvorstudie auf eigene Kosten durchführt, wird in Abweichung von Artikel 31 die Höchstanzahl Markterkundungsreisen über einen Zeitraum von drei Jahren auf sechs Reisen erhöht, sofern er die folgenden Bedingungen erfüllt:

1° seine internationale Initiative hat einen hohen technischen Wert und betrifft die Produktion von Gütern oder Dienstleistungen in der Wallonischen Region, wie zum Beispiel die Einrichtung einer schlüsselfertigen Produktionslinie, ein Infrastrukturprojekt oder ein Hoch- und Tiefbauprojekt;

2° seine internationale Initiative ist herausragend für das Unternehmen des Antragstellers und wird einen einheitlichen Standard bilden, falls sie gelingt;

3° seine internationale Initiative fördert die Schaffung von Arbeitsplätzen in der Wallonischen Region.

In diesem Fall umfassen die beihilfefähigen Kosten außer der in Artikel 30 erwähnten pauschalierten Reise- und Aufenthaltskosten, und ggf. in Abweichung von Artikel 11, das Honorar des bzw. der vom Antragsteller für die Erstellung der Studie ausgewählten externen oder internen Experten während ihres Aufenthalts im gezielten Land sowie alle sonstigen im gezielten Land entstandenen und gebührend begründeten Kosten in Zusammenhang mit der betroffenen internationalen Initiative.

Der Antragsteller beweist, dass der bzw. die ausgewählten Experte über die erforderlichen Kompetenzen verfügen. Die Agentur kann einen Höchstbetrag für diese Kosten festlegen.

Der Zuschuss deckt dann fünfzig Prozent der gesamten beihilfefähigen Kosten ab und darf 25 000 Euro pro Initiative nicht überschreiten.“.

Art. 18 - In Artikel 33 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

"Bei Verzicht oder Stornierung der Reise, der Einladung oder der Durchführbarkeitsvorstudie wird kein im vorliegenden Abschnitt genannter Zuschuss gewährt."

Art. 19 - Artikel 34 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 34 - Die in dem vorliegenden Abschnitt genannten Zuschüsse decken fünfzig Prozent der zugelassenen Kosten in Bezug auf Initiativen, die mit der Eröffnung und dem Betrieb eines Handelsvertretungsbüros außerhalb der Europäischen Union verbunden sind. Diese Kosten werden pauschaliert.

Das durch das Handelsvertretungsbüro abgedeckte geografische Gebiet kann sich auf ein oder mehrere Länder erstrecken.

Der Minister setzt einen Pauschalbetrag für die beihilfefähigen Kosten in jedem der von ihm bestimmten geografischen Gebiete fest, wobei ggf. unterschieden wird, ob es sich um ein individuelles, kollektives Handelsvertretungsbüro oder um ein Handelsvertretungsbüro in einem Geschäftsinzinator handelt. Dieser bzw. diese Pauschalbeträge werden auf der Website der Agentur veröffentlicht.

die Summe des Eigenkapitals des Antragstellers und seiner Verbindlichkeiten mit einer Laufzeit von über einem Jahr ist höher als der für die beihilfefähigen Kosten festgelegte Pauschalbetrag. Für das kollektive Handelsvertretungsbüro wird der festgelegte Pauschalbetrag im Verhältnis zur Beteiligung des Antragstellers an den Kosten für das Büro berücksichtigt.

Der Antragsteller darf über keine permanente Struktur in dem/den durch das Handelsvertretungsbüro abgedeckten Land/Ländern seit mindestens fünf Jahren verfügen.

Die aufgrund des vorliegenden Abschnitts gewährten Zuschüsse dürfen während eines Zeitraums von drei Jahren nicht mehr als zwei Handelsvertretungsbüros pro Unternehmen in einzelnen abgedeckten Gebieten betreffen, ungeachtet der von dem Antragsteller gewählten Form der Vertretung.

Der dreijährige Zeitraum beginnt am Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Ministers notifiziert, dem Antragsteller einen Zuschuss für die Unterstützung der Handelsvertretungsbüros zu gewähren. Er endet sechsunddreißig Monate später. Alle Handelsvertretungsbüros, für die zwischen dem Datum der ersten Notifizierung des Gewährungsbeschlusses des Ministers durch die Agentur und dem Datum, an dem der Zeitraum endet, ein Zuschuss für die Unterstützung der Handelsvertretungsbüros notifiziert worden ist, fließen in die Berechnung der Anzahl zugelassener Handelsvertretungsbüros ein.

Wird die Eröffnung des Handelsvertretungsbüros abgesagt oder wird dieses während des vorgesehenen Zeitraums nicht besetzt und betrieben, so wird kein im vorliegenden Abschnitt genannter Zuschuss gewährt."

Art. 20 - Artikel 35 desselben Erlasses wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Der Antragsteller genügt den lokalen Gesetzesbestimmungen, die die Eröffnung und den Betrieb eines Handelsvertretungsbüros regeln."

Art. 21 - In Artikel 38 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die Wortfolge "ausschließlich auf eigene Kosten" zwischen das Wort "betreibt" und die Wortfolge "ein Handelsvertretungsbüro" eingefügt;

2° in Absatz 2 wird die Wortfolge "In Abweichung von dem vorigen Absatz" durch die Wortfolge "In Abweichung von Artikel 37" ersetzt;

3° in Absatz 2 wird die Wortfolge "voneinander finanziell unabhängig" durch die Wortfolge "voneinander völlig unabhängig" ersetzt.

Art. 22 - Artikel 50 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 50 - Der Antragsteller reicht kostenlos jeden Bezuschussungsantrag ein, indem er das auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellte elektronische Formular ausfüllt.

Der Antragsteller bestätigt ausdrücklich, dass er die Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 sowie diejenigen des vorliegenden Erlasses einhält. Wenn sich der Antrag auf die in den Artikeln 26 und 38 Absatz 2 genannten Zuschüsse bezieht, bestätigt der Antragsteller ebenfalls ausdrücklich, dass er die in Anhang I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union vorgesehene Definition des KMU erfüllt. Diese Bestätigungen stehen einer Prüfung dieser Einhaltung durch die Agentur nicht entgegen.

Außerdem verpflichtet sich der Antragsteller in diesem Formular, die in Artikel 64 Absatz 1 Ziffern 1 und 2 genannten Unterlagen während eines Zeitraums von zehn Jahren ab dem Datum der Auszahlung des Zuschusses durch die Agentur aufzubewahren, es sei denn, dieser Zeitraum wird gemäß den gesetzlichen Bestimmungen über Verjährungsfristen verlängert.

Der Antragsteller fügt seinem Antrag Folgendes bei:

1° die Darstellung der Initiative, für die er einen Zuschuss beantragt, unter Angabe der Art Zuschuss und der beantragten Mittelausstattung;

2° jedes zur Bekräftigung seines Antrags nützliche Dokument.

Die Agentur bewertet die Übereinstimmung der Initiative mit dem internationalen Projekt.

Die Agentur bestätigt den Empfang des Antrags."

Art. 23 - In der Überschrift des Abschnitts 2 von Kapitel IV desselben Erlasses wird die Wortfolge "oder der Agentur" gestrichen.

Art. 24 - In Artikel 52 Absatz 2 desselben Erlasses wird die Wortfolge "teilt ihn dem Antragsteller mit" durch die Wortfolge "notifiziert ihn dem Antragsteller" ersetzt.

Art. 25 - In denselben Erlass wird ein Artikel 52/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 52/1 - Sobald die Agentur den Beschluss des Ministers zur Annahme des Zuschusses notifiziert hat, legt der Antragsteller der Agentur unverzüglich jeden Antrag auf Änderung der bezuschussten Initiative, ihrer Mittelausstattung oder der für ihre Durchführung ausgewählten Dienstleister und Lieferanten zur Genehmigung vor.

Art. 26 - Artikel 53 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 27 - In demselben Erlass wird die Überschrift des Abschnitts 3 von Kapitel IV durch Folgendes ersetzt:
"Auszahlung des Zuschusses und Ausschlussfristen".

Art. 28 - Artikel 54 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 29 - Artikel 55 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 55 - Die bezuschusste Initiative muss ein Jahr nach dem Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Ministers zur Annahme des Antrags auf Bezuschussung notifiziert, vollständig zu Ende gebracht sein.

In Abweichung von Absatz 1 muss die bezuschusste Initiative zwei Jahre nach dem Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Ministers zur Annahme des Antrags auf Bezuschussung notifiziert, vollständig zu Ende gebracht sein, wenn der Zuschuss aufgrund der Artikel 30 bis 32 beantragt wird."

Art. 30 - Artikel 56 desselben Erlasses, aufgehoben durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Februar 2017, wird mit folgendem Wortlaut wieder eingeführt:

"Art. 56 - Eingereicht wird der vollständige Auszahlungsantrag spätestens:

1° drei Monate nach dem Datum, an dem die bezuschusste Initiative zu Ende gebracht wurde;

2° drei Monate nach dem Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Ministers zur Annahme des Zuschusses notifiziert hat, falls diese Notifizierung nach dem Ende der bezuschussten Initiative stattgefunden hat.

Wird der Zuschuss auf der Grundlage der Artikel 34 bis 40 beantragt, so wird in Abweichung von Absatz 1 der vollständige Auszahlungsantrag innerhalb folgender Fristen eingereicht:

1° fünfzehn Monate nach dem Datum, an dem das Handelsvertretungsbüro eröffnet wurde;

2° drei Monate nach dem Datum, an dem die Agentur den Beschluss des Ministers zur Annahme des Zuschusses notifiziert hat, falls diese Notifizierung nach dem zwölfmonatigen Betrieb des Handelsvertretungsbüros stattgefunden hat.

Bei Überschreitung der in den Absätzen 1 und 2 genannten Fristen wird der Auszahlungsantrag zurückgewiesen."

Art. 31 - Artikel 57 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 57 - Der Antragsteller reicht seinen Auszahlungsantrag nur dann ein, wenn folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° die Initiative ist vollständig zu Ende gebracht;

2° sämtliche an ihn adressierte Rechnungen der für die Durchführung der bezuschussten Initiative ausgewählten Dienstleister und Lieferanten sind bezahlt.

Der Auszahlungsantrag besteht aus einer Forderungsanmeldung, die gemäß dem auf der Website der Agentur bereitgestellten Muster erstellt wird, und aus allen ggf. verlangten Belegen.

In der Forderungsanmeldung bestätigt der Antragsteller ausdrücklich, dass er die Bestimmungen der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 oder der Verordnung (EU) Nr. 1408/2013 sowie diejenigen des vorliegenden Erlasses einhält. Wenn sich der Antrag auf die in den Artikeln 26 und 38 Absatz 2 genannten Zuschüsse bezieht, bestätigt der Antragsteller ebenfalls ausdrücklich, dass er die in Anhang I der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union vorgesehene Definition des KMU erfüllt. Diese Bestätigungen stehen einer Prüfung dieser Einhaltung durch die Agentur nicht entgegen.

Die Agentur veröffentlicht auf ihrer Website die Liste der für jede Art Zuschuss erforderlichen Belege.

Durch Anwendung des Vertrauensprinzips als Mittel zur administrativen Vereinfachung und für die von ihr bestimmten Kategorien von durch den vorliegenden Erlass betroffenen Zuschüssen kann die Agentur zunächst von dem Antragsteller lediglich die Abgabe einer ehrenwörtlichen Forderungsanmeldung und eines Handelsberichts über die bezuschusste Initiative verlangen und sich die Möglichkeit vorbehalten, später die Erfüllung der Gewährungsbedingungen für den Zuschuss zu überprüfen und dann die Vorlage der Belege zu verlangen. Die Agentur gibt auf ihrer Website die Kategorien von Zuschüssen an, für welche das Vertrauensprinzip angewandt wird. Die Agentur gibt auf ihrer Website ebenfalls an, welche Elemente der Handelsbericht zu enthalten hat. Im Rahmen der Überprüfung der Gewährungsbedingungen kann die Agentur ebenfalls die kompletten Kontaktdaten und Funktionen der Interessenten oder Partner verlangen, mit denen der Antragsteller einen Kontakt geknüpft hat."

Art. 32 - In Artikel 58 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Absatz 1 Ziffer 1 wird die Wortfolge "im Sinne von Abschnitt 3 von Kapitel III" durch die Wortfolge "nach Artikel 26" ersetzt;

b) in Absatz 1 Ziffer 2 wird die Wortfolge "im Sinne von Abschnitt 4 des Kapitels III" durch die Wortfolge "nach Artikel 32" ersetzt;

c) in Absatz 1 Ziffer 3 wird die Wortfolge "im Sinne von Abschnitt 5 von Kapitel III" durch die Wortfolge "nach den Artikeln 34 bis 40" ersetzt;

d) Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Dieser Vorschuss kann nur dem Antragsteller gewährt werden, dessen Antrag durch einen Beschluss des Ministers angenommen wurde. Er wird nicht für bereits zu Ende gebrachte Initiativen bewilligt. Der Antragsteller beantragt außerdem diesen Vorschuss, indem er die spezifische Forderungsanmeldung benutzt, deren Muster auf der Website der Agentur zur Verfügung gestellt wird, und die erforderlichen Belege beifügt, deren Liste auf derselben Website veröffentlicht wird. Die Agentur kann in dieser Hinsicht das Vertrauensprinzip anwenden und erwähnt es ggf. auf ihrer Website.;"

e) Absatz 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"Der Antragsteller, der einen Vorschuss bezogen hat, reicht seinen Auszahlungsantrag für den Zuschussrestbetrag innerhalb der in Artikel 56 genannten Frist ein. Er erstattet der Agentur unverzüglich den bezogenen Vorschuss zurück, wenn die Teilnahme an der Messe oder Ausstellung im Ausland abgesagt wird, wenn die Durchführbarkeitsvorstudie nicht innerhalb der in Artikel 55 Absatz 1 genannten Frist erstellt wird oder wenn das Handelsvertretungsbüro nicht während eines Zeitraums von zwölf aufeinanderfolgenden Monaten oder während des vorgesehenen Zeitraums im Inkubator betrieben wird."

Art. 33 - In Artikel 59 desselben Erlasses wird Absatz 2 durch Folgendes ersetzt:

„Dies setzt die in Artikel 56 genannte Frist nicht aus.“

Art. 34 - Die Artikel 60 bis 62 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

„Art. 60 - Wenn der Antragsteller der Agentur fällige Beträge schuldet, informiert ihn die Agentur, dass sie den beantragten Zuschuss nicht gewähren wird, solange diese Beträge nicht gezahlt worden sind.

Dies setzt die in Artikel 56 genannte Frist nicht aus.

Es kann kein Ausgleich zwischen den Schulden des Antragstellers gegenüber der Agentur und einem in dem vorliegenden Erlass genannten Zuschuss stattfinden.

Art. 61 - Wenn die Agentur feststellt, dass der Antragsteller die Gewährungsbedingungen für den Zuschuss oder den Vorschuss nicht oder nicht mehr erfüllt, so lehnt sie den Auszahlungsantrag ab und teilt es dem Antragsteller mit. Diesbezüglich spielt die Tatsache, dass der Beschluss des Ministers zur Annahme des Zuschusses dem Antragsteller bereits notifiziert wurde, keine Rolle.

Wenn nötig kann die Agentur den Antragsteller auffordern, ihr innerhalb eines Monats jede zusätzliche Information mitzuteilen, die sie als nützlich erachtet, um zu überprüfen, ob der Antragsteller die Gewährungsbedingungen noch erfüllt. Dieser Antrag der Agentur wird dem Antragsteller notifiziert. Die einmonatige Frist läuft ab dem Tag, nach dem die Agentur den Antrag auf Mitteilung der zusätzlichen Information notifiziert hat.

Art. 62 - Wenn der Antragsteller einen vollständigen Auszahlungsantrag eingereicht hat und gegenüber der Agentur keine Schulden hat, informiert ihn die Agentur darüber, indem sie ihm eine Abrechnung notifiziert, in der der Endbetrag des gewährten Zuschusses angegeben ist. Diese Notifizierung der Abrechnung begründet gemäß Artikel 4 den Anspruch des Antragstellers auf den Zuschuss.“

Art. 35 - Die Artikel 64 und 65 desselben Erlasses werden durch Folgendes ersetzt:

„Art. 64 - Wenn die Agentur den Zuschuss nach dem in Artikel 57 Absatz 5 festgelegten Vertrauensprinzip ausgezahlt hat, kann sie jederzeit eine Kontrolle vornehmen und den Antragsteller auffordern, ihr innerhalb eines Monats die folgenden Dokumente zu übermitteln:

1° die auf den Namen des Antragstellers erstellten und in dessen Buchführung erfassten detaillierten Rechnungen in Bezug auf die bezuschusste Initiative;

2° die Bankkontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen des Antragstellers, auf denen die Identität des Auftraggebers deutlich angegeben ist;

3° jedes sonstige von der Agentur verlangte Dokument.

In Bezug auf Absatz 1 Ziffer 2 sind Zahlungen in bar oder durch Gegenleistung mit Gütern oder Dienstleistungen nicht zulässig. Die Kontoauszüge oder Kreditkartenabrechnungen nach Absatz 1 Ziffer 2 sind die einzigen Zahlungsbelege, die von der Agentur angenommen werden.

Nachdem die Agentur die vollständigen Belege untersucht hat, richtet sie eine Notifikation an den Antragsteller, um ihm mitzuteilen, ob er beweiskräftige Dokumente übermittelt hat oder nicht, und ob alle in vorliegendem Erlass genannten Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses eingehalten worden sind.

Wenn der Antragsteller der Aufforderung der Agentur nicht nachgekommen ist, wird ihm eine Mahnung zugeschickt. Dem Antragsteller kann eine zweite Mahnung zugeschickt werden.

Art. 65 - Hat der Antragsteller den eventuellen beiden Mahnungen nicht Folge geleistet oder sind die Dokumente, die er der Agentur übermittelt hat, nicht beweiskräftig, so hat er den betroffenen Zuschuss insgesamt oder teilweise zu erstatten.

Die Agentur richtet an den Antragsteller einen Einschreibebrief, in dem die Erstattungsmodalitäten angeführt sind. Wenn der Antragsteller den Zuschuss nicht erstattet, kann die Agentur Klage erheben.“

Art. 36 - In Artikel 66 desselben Erlasses werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° die Wortfolge „die Zuschüsse kraft des vorhergehenden Artikels erstattet“ wird durch die Wortfolge „die Zuschüsse gemäß Artikel 65 insgesamt oder teilweise erstattet“ ersetzt;

2° Absatz 2 wird gestrichen.

Art. 37 - Artikel 67 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 67 - Außer der Anwendung der in den Artikeln 61 und 62 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten formulierten Bestimmungen erstattet der Antragsteller, der einen im vorliegenden Erlass genannten Zuschuss oder Vorschuss bezogen hat, diesen der Agentur vollständig zurück, wenn er:

1° eine oder mehrere Bedingungen für die Gewährung des Zuschusses oder des Vorschusses nicht erfüllt;

2° seine Tätigkeiten auf dem Gebiet der Wallonischen Region nicht während einer Dauer von drei Jahren nach dem Datum der Auszahlung des Zuschusses aufrechterhält;

3° die erhaltenen Geldmittel für andere Zwecke verwendet als diejenigen, für die sie gewährt wurden;

4° den Vorschuss nicht gemäß Artikel 58 Absatz 4 zurückgezahlt hat;

5° unbeschadet einer eventuellen Strafverfolgung den Zuschuss erhalten oder behalten hat, indem er wissentlich falsche oder unvollständige Angaben mitgeteilt hat.

Darüber hinaus muss der Antragsteller der Agentur den Teil des Zuschusses zurückerstatten, der den durch die akzeptierten Belege gerechtfertigten Höchstbetrag übersteigt.

Dem Antragsteller, der sich in mindestens einer der vorgenannten Situationen befindet, wird jeder neue Zuschuss im Sinne des vorliegenden Erlasses untersagt und er wird von jeder kollektiven Aktion der Agentur ausgeschlossen, solange er den betroffenen Zuschuss oder Vorschuss nicht erstattet. Die Agentur kann außerdem beschließen, dass der Antragsteller während eines Zeitraums von drei Jahren ab dem Datum der Erstattung des betroffenen Zuschusses oder Vorschusses bei der Agentur keinen Zuschuss mehr beantragen darf.“

Art. 38 - Artikel 69 desselben Erlasses wird aufgehoben.

Art. 39 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft und der Außenhandel gehören, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. Juli 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren

W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/42509]

9 JULI 2020. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 2 april 1998 houdende oprichting van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers" (Waals Exportagentschap voor uitvoer en Buitenlandse Investerings);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het "Agence wallonne à l'Exportation et aux investissements étrangers", gegeven op 26 oktober 2018;

Gelet op het rapport van 22 maart 2019, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 4 april 2019;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 18 april 2019;

Gelet op het advies 66.037/2 van de Raad van State, gegeven op 20 mei 2019, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies nr. A.1228 van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 6 juli 2015;

Op de voordracht van de Minister van Economie en Buitenlandse Handel,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 oktober 2015 betreffende de steun voor internationalisering van de ondernemingen worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° de starter : elke onderneming die ingeschreven is bij de Kruispuntbank van Ondernemingen sedert minder dan vijf jaar op het moment van de indiening van de aanvraag om toelagen;"

b) punt 8° wordt vervangen als volgt:

"8° de in aanmerking komende kosten : het geheel van de kosten die door de aanvrager rechtstreeks gemaakt worden en die geheel of gedeeltelijk kunnen worden gedekt door een toelage gegrond op dit besluit; deze kosten worden altijd exclusief BTW of andere belastingen of kortingen in aanmerking genomen;"

c) er wordt een punt 8°/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"8°/1 de toegelaten kosten : het geheel van de in aanmerking komende kosten die door de aanvrager rechtstreeks gemaakt worden en waarmee wordt rekening gehouden voor de berekening van de toelage na toepassing van de in dit besluit vastgestelde beperkingen;"

d) punt 10° wordt vervangen als volgt:

"10° Verordening (EU) nr. 1408/2013 : Verordening (EU) nr. 1408/2013 van de Commissie van 18 december 2013 inzake de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de de-minimissteun in de landbouwsector;"

e) het wordt aangevuld met de punten 12° en 13°, luidend als volgt:

"12° het project op internationaal vlak : de strategie gevolgd door de aanvrager om zijn internationale ontwikkeling te bevorderen;

13° het initiatief: de concrete tenuitvoerlegging van het project op internationaal vlak van de aanvrager die resulteert in de aanvraag voor een toelage in het kader van dit besluit."

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 2. De in dit besluit bedoelde toelagen zijn elke de-minimissteun in de zin van Verordening (Eu) nr. 1407/2013 of Verordening (EU) nr. 1408/2013."

Art. 3. In hetzelfde besluit wordt een artikel 2/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 2/1. Dit besluit is niet van toepassing op de steun van het Agentschap met betrekking tot de ondersteuning van de internationalisering van ondernemingsgroepen, gemengde kamers van koophandel en hun leden, noch op de steun voor de internationalisering van ondernemingen die wordt verleend via de geïntegreerde steunportefeuille in het Waalse Gewest."

Art. 4. De artikelen 3 en 4 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt:

"Art. 3. De in dit besluit bedoelde toelagen zijn voorbehouden voor subsidiabele initiatieven die gericht zijn op de ontwikkeling van activiteiten die op internationaal vlak worden uitgeoefend. Ze worden binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten verleend.

Art. 4. Het recht om een in dit besluit bedoelde toelage te ontvangen wordt slechts aan de aanvrager toegekend indien de volgende voorwaarden worden vervuld:

1° de aanvraag voor een toelage wordt door de Minister goedgekeurd;

2° het Agentschap heeft de aanvrager een afrekeningsbrief gestuurd met het definitieve bedrag van de gevraagde toelage, waarbij met name rekening is gehouden met de naleving van de toekenningsvoorwaarden, de toepasselijke maxima, de schuldverklaring op erewoord van de aanvrager of de bewijsstukken.

Wat het eerste lid, 1°, betreft, vermeldt het toekenningsbesluit van de Minister het maximumbedrag van de toelage met inachtneming van de in aanmerking komende kosten."

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "het project van de aanvrager niet vóór de indiening van de aanvraag uitgevoerd worden" worden vervangen door de woorden "het initiatief van de aanvrager niet vóór de indiening van de aanvraag uitgevoerd worden";

2° de woorden "indien de aanvrager zijn project" worden de vervangen door de woorden "indien de aanvrager zijn initiatief".

Art. 6. De artikelen 6 tot 8 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt:

"Art. 6. De maximumbedragen van de toelagen van het Agentschap en de termijnen en perioden worden bepaald per entiteit met een ondernemingsnummer bij de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO), onverminderd de naleving door de aanvrager van de maximumbedragen van de toelagen en perioden die per enige onderneming bedoeld zijn bij Verordening (EU) nr. 1407/2013 of Verordening (EU) nr. 1408/2013 wanneer hij onder de landbouwsector valt.

Bijgevolg wordt het gevraagde toelagebedrag verminderd met het beschikbare saldo onder het toegestane plafond of wordt het geweigerd indien de toekenning ervan ertoe zou leiden dat de aanvrager ofwel de maximumbedragen van de toelagen van het Agentschap overschrijdt ofwel, afhankelijk van zijn activiteitensector, de maximumbedragen van de toelagen bedoeld in Verordening (EU) nr. 1407/2013 of Verordening (EU) nr. 1408/2013 of de normen die daarvoor in de plaats zijn gekomen, overschrijdt.

Art. 7. De aanvrager is een onderneming die bij de Kruispuntbank van Ondernemingen (KBO) geregistreerd is, met een hoofdbedrijfszetel in het Waalse Gewest en die een project op internationaal vlak nastreeft.

De bedrijfszetel is elke inrichting of activiteitencentrum met een bepaald stabiliteitskarakter. De hoofdbedrijfszetel is de zetel die binnen het geheel van de onderneming van de aanvrager, het grootste aantal werknemers tewerkstelt.

Het project op internationaal vlak van de onderneming, indien het tot een goed einde gebracht wordt, creëert een meerwaarde voor de Waalse economie, met name in termen van werkgelegenheidscreatie- of handhaving in het Waalse Gewest of in termen van ontwikkeling van de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, of in termen van innovatie. Het Agentschap waardeert het realistische karakter van deze toegevoegde waarde voor de Waalse economie.

Onderzoek en ontwikkeling, intellectuele eigendom, omzet, werkgelegenheid en directe investeringen in het Waalse Gewest, alsook hun respectieve groei, worden in aanmerking genomen bij de voortdurende evaluatie van de toegevoegde waarde in het Waalse Gewest.

De toegevoegde waarde gegenereerd door de aanvrager van de steun wordt vooreerst in overweging genomen. De toegevoegde waarde van de Waalse onderaannemers is de tweede belangrijkste factor.

Art. 8. In zijn aanvraag voor een toelage beschrijft de aanvrager het desbetreffende initiatief dat noodzakelijkerwijs deel moet uitmaken van zijn project op internationaal vlak.

Het initiatief en het project op internationaal vlak stemmen overeen met de nationale en internationale normen die van toepassing zijn op de beroepssector van de aanvrager met inbegrip van de eventuele deontologische regels."

Art. 7. In artikel 9 van hetzelfde besluit worden de woorden "naar het buitenland" vervangen door de woorden "buiten het Waalse Gewest".

Art. 8. De artikelen 10 en 11 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt:

"Art. 10. Ongeacht de fase van de procedure voor de toekenning van de toelagen op grond van dit besluit, mag de aanvrager:

1° geen buurtwinkel zijn;

2° geen houdstermaatschappij zijn;

3° geen entiteit zijn die gehuisvest is in een structuur die de ontwikkeling van de economische activiteiten in het Waalse Gewest ondersteunt en die haar ondernemingsnummer ter beschikking stelt van de gehuisveste entiteit.

De aanvrager voldoet aan de wetbepalingen die zijn activiteit regelen, en aan de fiscale, sociale en milieuwetgevingen alsook aan de deontologische code of het huishoudelijk reglement dat op zijn beroep van toepassing is.

Art. 11. Er mag geen toelage bedoeld in dit besluit toegekend worden voor:

1° de bezoldiging van prestaties geleverd door de loontrekkenden van de aanvrager of door andere leden van zijn onderneming, noch voor de bezoldiging van producten of diensten die de aanvrager aan zijn klanten verkoopt;

2° kosten die in rekening worden gebracht door leveranciers of dienstverleners die een juridische, financiële, functionele of structurele band met de aanvrager hebben;

3° normale en terugkerende werkingsuitgaven van de aanvrager;

4° kosten die in contanten worden betaald of door middel van een vergoeding die voortvloeit uit de levering van goederen of diensten;

5° uitgaven die door de aanvrager aan derden doorgefactureerd werden;

6° uitgaven met een weeldekarakter;

7° een initiatief op internationaal vlak waarvoor de aanvrager van mening is toelagen te vragen, waarvoor hij toelagen of financieringen vraagt of heeft ontvangen bij elk ander orgaan, instelling of openbare overheid.

Bovendien wordt de toelage niet in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van de aanvrager toegekend.

Wat het eerste lid, 7°, betreft, is het niet van belang of die toelagen de in aanmerking komende kosten geheel of gedeeltelijk dekken.”.

Art. 9. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid worden de woorden “de in aanmerking komende kosten gebonden aan diensten voor de productie” vervangen door de woorden “de toegelaten kosten gebonden aan de toegelaten initiatieven, namelijk de diensten voor de productie”;

2° het artikel wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt: “De periode van drie jaar gaat in op de datum van kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister om een toelage als communicatiedrager toe te kennen. Ze eindigt zesendertig maanden later. Alle toelagen die als communicatiedrager tussen de datum van de eerste kennisgeving en de datum van het einde van de periode zijn meegedeeld, worden in aanmerking genomen bij de berekening van het plafond. De toelage wordt alleen uitbetaald als de communicatiedrager is afgerond.”.

Art. 10. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 18. De in aanmerking komende kosten zijn de kosten gebonden aan de productie van dragers van commerciële communicatie voor de prospectie van klanten gevestigd buiten België, met uitzondering van de communicatiedragers bestemd voor de Belgische markt.

In dit kader zijn de in aanmerking komende kosten de volgende:

1° de kosten voor de productie van papieren of digitale flyers waarin de onderneming van de aanvrager, haar producten of diensten worden voorgesteld of;

2° de kosten voor de productie van video's, 3D-animaties en interactieve virtuele bezoeken waarin de onderneming, producten of diensten van de aanvrager worden gepresenteerd, met uitzondering van reclamespots;

3° de kosten voor het maken van reclameadvertenties in periodieke vakbladen die in het buitenland verschijnen of in digitale vakbladen die in het buitenland verschijnen of op buitenlandse professionele internetportalen.

Verzekeringskosten, cateringkosten, kosten van modellen en acteurs, inclusief make-up, reiskosten, kosten voor het verzenden van communicatiedragers, alsmede de aankoop van USB-sticks, software, computer- of fotoapparatuur zijn geen in aanmerking komende kosten.”.

Art. 11. In artikel 21, derde lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “Wallonie-Bruxelles Tourisme” vervangen door de woorden “Wallonie-Belgique Tourisme”.

Art. 12. In artikel 22 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden “In afwijking van artikel 7” vervallen;

2° de zin wordt vervangen als volgt: “Indien de aanvrager meerdere bedrijfszetels heeft, kan de in deze afdeling bedoelde toelage verminderd worden naar rata van de omzet van de Waalse bedrijfszetel in verhouding tot de omzet van het geheel van de activiteiten van de aanvrager”.

Art. 13. De artikelen 24, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 25 februari 2017, tot 27 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt:

“Art. 24. De in deze afdeling bedoelde toelagen dekken vijftig procent van toegelaten kosten gebonden aan initiatieven voor de actieve deelname aan beurzen en salons in het buitenland. Het gaat om internationale erkende evenementen met een beroepskarakter.

De deelnamen aan evenementen of collectieve standen georganiseerd door het Agentschap of door een operator die een openbare tegemoetkoming voor dezelfde manifestatie geniet, komen niet in aanmerking voor die toelagen.

Bovendien mogen die toelagen bedoeld in deze afdeling het plafond van 50000 euro over drie jaar per onderneming niet overschrijden. Dit plafond wordt op 75.000 euro over drie jaar per onderneming gebracht wanneer de aanvrager een starter is.

De periode van drie jaar gaat in op de datum van kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister om een toelage te verlenen ter ondersteuning van de deelname aan beurzen en salons in het buitenland. Zij eindigt 36 maanden later. Alle toelagen die voor de ondersteuning van de deelname aan beurzen en salons in het buitenland tussen de datum van de eerste kennisgeving en de datum waarop de periode afloopt, worden meegedeeld, worden in aanmerking genomen bij de berekening van het plafond.

Congressen en conferenties in het buitenland met een betalende inschrijving en toespraak voor de actieve bevordering van producten of diensten van de aanvrager worden gelijkgesteld met beurzen of beroepsalons in het buitenland.

Art. 25. Wanneer de aanvrager individueel deelneemt aan een beurs of een gespecialiseerde salon in het buitenland, komen alleen de kosten van de door de organisator van het evenement gefactureerde huur van de stand in aanmerking. Deze kosten worden beperkt op maximum:

1° 50 m² wat betreft de gehuurde oppervlakte;

2° 400 euro par m² wat betreft de gefactureerde prijs.

Lid 1 is eveneens van toepassing wanneer de aanvrager op een congres of conferentie in het buitenland met een betalende inschrijving spreekt en waarvoor hij ook een beursstand heeft, teneinde zijn producten en diensten actief te promoten.

Wanneer de aanvrager op een congres of conferentie in het buitenland met betalende inschrijving spreekt om zijn producten en diensten actief te promoten, maar niet over een beursstand beschikt, worden de in aanmerking komende kosten, in afwijking van het eerste en het tweede lid, beperkt tot het inschrijvingsgeld met een maximum van 1.600 EUR.

Art. 26. Wanneer de aanvrager een K.M.O. is die individueel deelneemt en voor het eerst een stand heeft op een vakbeurs of gespecialiseerde salon in het buitenland, geniet hij van de KMO-BONUS. In dit geval zijn de in aanmerking komende kosten de volgende:

1° het inschrijvingsgeld van de aanvrager voor het gekozen evenement;

2° de reis- en verblijfkosten vanuit België en tijdens de duur van de beurs of salon van een enkele afgevaardigde van de aanvrager, vastgesteld volgens de vaste tarieven die door de Minister zijn vastgesteld en bekendgemaakt op de website van het Agentschap;

3° de kosten voor het huren van de oppervlakte van de stand die gefactureerd zijn door de organisator van de beurs of salon;

4° de kosten voor de montage en demontage van de stand, gefactureerd door gespecialiseerde professionele bedrijven;

5° de kosten voor de inrichting van de stand die door de organisator van de beurs of salon of door gespecialiseerde beroepsfirma's worden gefactureerd;

6° de kosten voor het verzenden van tentoonstellingsmateriaal of demonstratiedieren die niet onderworpen zijn aan handelstransacties en die teruggestuurd worden naar het Waalse Gewest, op voorwaarde dat het vervoer wordt uitgevoerd door een derde professionele vervoersonderneming.

Met betrekking tot het eerste lid, 5°, hebben de inrichtingskosten betrekking op de kosten voor het huren van meubilair, elektrische installatie, verlichting en vloerbedekking.

Bedragen betaald voor de aankoop van roerende of onroerende goederen zijn geen in aanmerking komende kosten.

Een betalende deelname aan een evenement waaraan de K.M.O. reeds deelgenomen heeft maar voor een editie die in een andere stad, een andere regio of een ander land plaatsvindt, wordt met een eerste deelname gelijkgesteld.

Art. 27. De evenementen gedekt door de in deze afdeling bedoelde toelagen worden vrij door de aanvrager gekozen. De in deze afdeling bedoelde toelagen worden evenwel alleen toegekend voor tentoonstellingen die individueel worden georganiseerd:

1° onder eigen naam de aanvrager;

2° onder de handelsnaam van de aanvrager of van zijn producten en diensten;

3° onder het op naam van de aanvrager wettelijk geregistreerde handelsmerk.

Deze deelname aan het gekozen evenement omvat de heen- en terugreiskosten, vanuit België of een land dat grenst aan België met terug naar België of het land van vertrek, van ten minste één van de verkoopvertegenwoordigers van de aanvrager naar de genoemde beurzen of salons gedurende de gehele duur ervan en maakt de actieve bevordering van de producten of diensten van de aanvrager mogelijk. Om gegronde redenen moet het vertrek van de afgevaardigde vanuit een ander land van de Europese Unie worden onderworpen aan de voorafgaande toestemming van het Agentschap.

Bijgevolg komt de aanvrager die niet onder zijn eigen naam, handelsnaam of handelsmerk op de lijst van exposanten op het evenement voorkomt of die aan beurzen deelneemt onder de naam van zijn agent, importeur of onder de naam van zijn moedermaatschappij of buitenlandse dochterondernemingen, niet in aanmerking voor een toelage uit hoofde van deze afdeling.

Indien de aanvrager geen individuele stand kan verkrijgen of een stand wenst te delen met andere deelnemers, kan hij een toelageaanvraag indienen, op voorwaarde dat hij de organisator alle informatie verstrekt over de huur van de stand en over de doorberekening en de overname van zijn deel van de kosten."

Art. 14. In artikel 28 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "In afwijking van artikel 7" vervallen;

2° de zin wordt vervangen als volgt: "Indien de aanvrager meerdere bedrijfszetels heeft, kan de in deze afdeling bedoelde toelage verminderd worden naar rata van de omzet van de Waalse bedrijfszetel in verhouding tot de omzet van het geheel van de activiteiten van de aanvrager".

Art. 15. Artikel 30 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 30. De in deze afdeling bedoelde toelagen betreffen prospectiereizen buiten de Europese Unie, uitnodigingen in het Waalse Gewest van partners gevestigd buiten de Europese Unie of voorhaalbaarheidsstudies buiten de Europese Unie. Ze dekken vijftig procent van de volgende in aanmerking komende kosten:

1° de heen- en terugreiskosten vanuit België of een land dat grenst aan België met terug naar België of het land van vertrek alsook de verblijfkosten gedaan in het kader van prospectiereizen buiten de Europese Unie;

2° de heen- en terugreiskosten in België en verblijfkosten gedaan in het kader van een uitnodiging in het Waalse Gewest van erkende of potentiële partners gevestigd buiten de Europese Unie, met uitzondering van partners waarbij de aanvrager op enigerlei wijze betrokken is bij het beheer of het toezicht .

Wat het eerste lid, 1°, betreft, wordt een vertrek van de afgevaardigde vanuit een ander land van de Europese Unie om gegronde redenen onderworpen aan de voorafgaande toestemming van het Agentschap.

Deze kosten worden geforfaitiseerd.

De Minister bepaalt een forfaitair bedrag voor de reis- en verblijfkosten in elke geografische zone die hij bepaalt, waarbij het in voorkomend geval voorziet in een verschillend forfaitair bedrag al naar gelang de reis van de vertegenwoordiger van de aanvrager één of meerdere landen van de zone betreft. Dit (of deze) forfaitaire bedrag(en) wordt(worden) dan op de website van het Agentschap bekendgemaakt."

Art. 16. In artikel 31 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "over een periode van zes jaar" vervangen door de woorden "over een periode van drie jaar";

2° bedoeld artikel wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

"De periode van drie jaar gaat in op de datum van kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister om een toelage te verlenen ter ondersteuning van de mobiliteit. Zij eindigt 36 maanden later. Zij wordt gevolgd door een periode van 36 maanden waarin de aanvrager geen subsidie meer kan aanvragen voor hetzelfde land of dezelfde landen. Alle reizen waarvoor een toelage is megedeeld in het kader van de ondersteuning van de mobiliteit

tussen de datum van de eerste kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister tot toekenning van de toelage en de datum waarop de in lid 2 bedoelde periode afloopt, worden in aanmerking genomen voor de berekening van het aantal toegestane reizen.”.

Art. 17. Artikel 32 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 32. In afwijking van artikel 31 wordt het maximum prospectiereizen over een periode van drie jaar op zes reizen gebracht wanneer de aanvrager op eigen kosten een voorhaalbaarheidsstudie voorafgaandelijk aan een bestelling van een klant gevestigd buiten de Europese Unie uitvoert en indien hij de volgende voorwaarden vervult:

1° zijn initiatief op internationaal vlak heeft een hoge technische waarde en betreft de productie van goederen of diensten in het Waalse Gewest, zoals de installatie van een productielijn “sleutel op de deur”, een infrastructuurproject of een bouwkundeproject;

2° zijn initiatief op internationaal vlak is buitengewoon voor de onderneming van de aanvrager en zal, als het tot een goed einde wordt gebracht, een unieke referentie zijn;

3° zijn initiatief op internationaal vlak zal de werkgelegenheidscreatie in het Waalse Gewest bevorderen.

In dit geval omvatten de in aanmerking komende kosten, naast de geforfaitiseerde reis- en verblijfkosten bedoeld in artikel 30, en in voorkomend geval, in afwijking van artikel 11, het ereloon van de externe of interne deskundigen gekozen door de aanvrager voor de uitvoering van de studie alsook alle andere behoorlijk gerechtvaardigde kosten gebonden aan het betrokken initiatief op internationaal vlak.

De aanvrager bewijst dat de gekozen deskundige(n) de vereiste vaardigheden heeft(hebben). Het Agentschap kan een plafond voor die kosten bepalen.

De toelage dekt dan vijftig procent van het geheel van de in aanmerking komende kosten zonder 25.000 euro per initiatief te mogen overschrijden.”.

Art. 18. In artikel 33 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Bij ontstentenis of annulering van de reis, de uitnodiging of de voorhaalbaarheidsstudie wordt geen toelage bedoeld in deze afdeling toegekend.”.

Art. 19. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 34. De in deze afdeling bedoelde toelagen dekken vijftig procent van de toegelaten kosten m.b.t. initiatieven gebonden aan de opening en de werking van een bureau voor handelsvertegenwoordiging buiten de Europese Unie. Deze kosten worden geforfaitiseerd.

Het geografische gebied dat door het bureau voor handelsvertegenwoordiging wordt bestreken, kan een of meerdere landen omvatten.

De Minister bepaalt een forfaitair bedrag voor de in aanmerking komende kosten in elke geografische zone die hij bepaalt, waarbij hij in voorkomend geval een onderscheid maakt al naar gelang het bureau individueel, gemeenschappelijk of in een commerciële incubator is. Dit (of deze) forfaitaire bedrag(en) wordt(worden) dan op de website van het Agentschap bekendgemaakt.

De som van het eigen vermogen en schulden van de aanvrager van meer dan een jaar is groter dan het forfaitaire bedrag dat is vastgesteld voor de in aanmerking komende kosten. Voor het gemeenschappelijk bureau wordt het vastgestelde forfaitaire bedrag in aanmerking genomen naar rato van de bijdrage van de aanvrager in de kosten van het bureau.

De aanvrager mag gedurende ten minste vijf jaar geen permanente structuur hebben gehad in het land of de landen die door het bureau voor handelsvertegenwoordiging worden bestreken.

De uit hoofde van deze afdeling toegekende toelagen mogen niet meer dan twee bureaus voor vertegenwoordiging per onderneming in afzonderlijke gedekte zones binnen een periode van drie jaar bestrijken, ongeacht de door de aanvrager gekozen formule.

De periode van drie jaar gaat in op de datum van kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister om een toelage te verlenen ter ondersteuning van het bureau voor handelsvertegenwoordiging. Zij eindigt 36 maanden later. Alle bureaus voor handelsvertegenwoordiging waarvoor een toelage is megedeeld voor de ondersteuning van het bureau voor handelsvertegenwoordiging tussen de datum van de eerste kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de Minister en de datum waarop de periode afloopt, worden in aanmerking genomen bij de berekening van het aantal toegestane bureaus.”.

Indien de opening van het bureau voor handelsvertegenwoordiging wordt geannuleerd of indien dit bureau tijdens de voorziene periode niet wordt gebruikt en niet wordt geëxploiteerd, wordt geen toelage bedoeld in deze afdeling verleend.”.

Art. 20. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een nieuw lid, luidend als volgt:

“De aanvrager houdt zich aan de plaatselijke wettelijke bepalingen inzake de opening en werking van een bureau voor handelsvertegenwoordiging”.

Art. 21. In artikel 38 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden “op eigen kosten uitsluitend” ingevoegd tussen het woord “exploiteert” en de woorden “een bureau voor handelsvertegenwoordiging”;

2° in het tweede lid worden de woorden “In afwijking van het vorige lid” vervangen door de woorden “In afwijking van artikel 7”;

3° in het tweede lid worden de woorden “financieel onafhankelijk van elkaar” vervangen door de woorden “volledig onafhankelijk van elkaar”.

Art. 22. Artikel 50 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 50. De aanvrager dient gratis elke aanvraag om toelage in aan de hand van het elektronisch formulier dat op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld.

De aanvrager bevestigt uitdrukkelijk dat hij Verordening (UE) nr. 1407/2013 of Verordening (UE) nr. 1408/2013 en dit besluit naleeft. Wanneer de aanvraag betrekking heeft op de toelagen bedoeld in de artikelen 26 en 38, tweede lid, bevestigt de aanvrager ook uitdrukkelijk dat hij voldoet aan de definitie van de K.M.O. bedoeld in bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van

de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard. Deze bevestigingen belemmeren de verificatie van die naleving door het Agentschap niet.

Bovendien verbindt de aanvrager er zich in dit formulier toe om de in artikel 64, eerste lid, 1° en 2°, bedoelde documenten, tijdens een periode van tien jaar te behouden te rekenen van de datum van storting van de toelage door het Agentschap, behalve verlenging van de termijn overeenkomstig de wettelijke bepalingen inzake verjaring.

Bij zijn aanvraag voegt de aanvrager:

1° de voorstelling van het initiatief op internationaal vlak waarvoor hij een toelage vraagt, waarbij hij het type toelage en de aangevraagde begroting nader bepaalt;

2° elk nuttig document om zijn aanvraag te steunen.

Het Agentschap beoordeelt de geschiktheid van het initiatief ten opzichte van het project op internationaal vlak.

Het Agentschap bericht ontvangst van de aanvraag.”.

Art. 23. In het opschrift van afdeling 2 van hoofdstuk IV van hetzelfde besluit worden de woorden “of het Agentschap” opgeheven.

Art. 24. In artikel 52, tweede lid, van hetzelfde besluit worden de woorden “deelt ze aan de aanvrager mede.” vervangen door de woorden “betekent ze aan de aanvrager.”.

Art. 25. In hetzelfde besluit wordt een artikel 52/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 52/1. Na kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelage legt de aanvrager elk verzoek tot wijziging van het gesubsidieerde initiatief, van zijn begroting of de voor de uitvoering ervan gekozen dienstverleners en leveranciers onverwijld ter goedkeuring aan het Agentschap voor.”.

Art. 26. Artikel 53 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 27. In hetzelfde besluit wordt het opschrift van afdeling 3 van hoofdstuk IV vervangen als volgt:

“Storting van de toelage en vervaltermijnen”.

Art. 28. Artikel 54 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 29. Artikel 55 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 55. Het gesubsidieerde initiatief wordt volledig uitgevoerd een jaar na de datum van kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelageaanvraag.

In afwijking van lid 1 wordt het gesubsidieerde initiatief twee jaar na de datum van kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelageaanvraag volledig uitgevoerd wanneer de toelage op grond van de artikelen 30 tot en met 32 wordt aangevraagd.”.

Art. 30. Artikel 56 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het besluit van de Waalse Regering van 23 februari 2017, wordt in de volgende lezing hersteld:

“Art. 56. De volledige stortingsaanvraag wordt ingediend uiterlijk:

1° drie maanden na de volledige uitvoering van het gesubsidieerde initiatief;

2° drie maanden na de kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelageaanvraag indien deze kennisgeving volgt op de volledige uitvoering van het gesubsidieerde initiatief.

In afwijking van het eerste lid wordt de volledige stortingsaanvraag, wanneer de toelage op basis van de artikelen 34 tot 40 wordt aangevraagd, ingediend uiterlijk:

1° vijftien maanden na de datum van opening van het bureau voor handelsvertegenwoordiging;

2° drie maanden na de kennisgeving door het Agentschap van de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelageaanvraag indien deze kennisgeving wordt gedaan na de twaalf maanden van werking van het bureau voor handelsvertegenwoordiging.

In geval van overschrijding van de in het eerste en het tweede lid bedoelde termijnen wordt de stortingsaanvraag afgewezen.”.

Art. 31. Artikel 57 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 57. De aanvrager dient zijn stortingsaanvraag alleen in wanneer aan de volgende voorwaarden is voldaan :

1° het gesubsidieerde initiatief wordt volledig uitgevoerd;

2° alle facturen die zijn verzonden door de dienstverleners en leveranciers die zijn gekozen om het gesubsidieerde initiatief uit te voeren, zijn betaald.

De stortingsaanvraag bevat een schuldverklaringsverklaring opgemaakt overeenkomstig het model dat op de website van het Agentschap beschikbaar is en alle bewijsstukken die eventueel vereist worden.

In de schuldverklaringsverklaring bevestigt de aanvrager uitdrukkelijk dat hij Verordening (UE) nr. 1407/2013 of Verordening (UE) nr. 1408/2013 en dit besluit naleeft. Wanneer de aanvraag betrekking heeft op de toelagen bedoeld in de artikelen 26 en 38, tweede lid, bevestigt de aanvrager ook uitdrukkelijk dat hij voldoet aan de definitie van de K.M.O. bedoeld in bijlage I bij Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de interne markt verenigbaar worden verklaard. Deze bevestigingen belemmeren de verificatie van die naleving door het Agentschap niet.

Het Agentschap publiceert op zijn website de lijst van de voor elk type toelage aangevraagde bewijsstukken.

Overeenkomstig het vertrouwensbeginsel dat opgevat is als middel om de administratieve vereenvoudiging te verrichten en voor de in dit besluit bedoelde categorieën toelagen die het bepaalt, kan het Agentschap eerst van de aanvrager verlangen dat hij alleen een verklaring op erewoord en een handelsrapport van het gesubsidieerde initiatief op internationaal vlak indient, waarbij het zich de mogelijkheid voorbehoudt om in tweede instantie tot een controle van de toekenningsvoorwaarden over te gaan en dan het overleggen van bewijsstukken te eisen. Het Agentschap bepaalt op zijn website de categorieën toelagen waarvoor het vertrouwensbeginsel wordt toegepast. Het Agentschap specificeert op zijn website ook de elementen die in het handelsrapport moeten worden opgenomen. In het kader van de controle op de toekenningsvoorwaarden kan het Agentschap de volledige contactgegevens en functies van de potentiële aanvragers of partners waarmee de aanvrager contact heeft opgenomen, opvragen.”.

Art. 32. In artikel 58 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, 1^o, worden de woorden „, bedoeld in afdeling 3 van hoofdstuk III” vervangen door de woorden „, die in artikel 26 bedoeld zijn”;

b) in het eerste lid, 1^o, worden de woorden „, bedoeld in afdeling 4 van hoofdstuk III” vervangen door de woorden „, die in artikel 32 bedoeld zijn”;

c) in het eerste lid, 1^o, worden de woorden „, bedoeld in afdeling 5 van hoofdstuk III” vervangen door de woorden „, die in de artikelen 34 tot 40 bedoeld zijn”;

d) het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

“Dit voorschot kan alleen aan de aanvrager van wie de aanvraag bij beslissing van de Minister is goedgekeurd, toegekend worden. Het wordt niet toegekend voor de initiatieven die reeds voltooid zijn. De aanvrager verzoekt bovendien om dit voorschot door een beroep te doen op de schuldvorderingsverklaring waarvan het model op de website van het Agentschap ter beschikking wordt gesteld en door de vereiste bewijsstukken waarvan de lijst op deze site bekendgemaakt is, te voegen. In dit opzicht kan het Agentschap het vertrouwensbeginsel toepassen; het Agentschap vermeldt het in voorkomend geval op zijn website.”;

e) het vierde lid wordt vervangen door wat volgt:

“De aanvrager die een voorschot heeft ontvangen, dient zijn aanvraag om storting van het saldo van de toelage binnen de in artikel 56 bedoelde termijn in. Hij betaalt het voorschot onverwijld aan het Agentschap terug, indien de deelname aan een beurs of salon in het buitenland vernietigd wordt, indien de haalbaarheidsstudie niet binnen de in artikel 55, eerste lid, bedoelde verricht wordt of indien het bureau voor handelsvertegenwoordiging niet geëxploiteerd wordt binnen een termijn van twaalf opeenvolgende maanden of tijdens de in de incubator voorziene periode.”.

Art. 33. In artikel 59 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“Dit schorst de termijn bedoeld in artikel 56 niet”.

Art. 34. De artikelen 60 tot 62 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt:

“Art. 60. Wanneer de aanvrager schuldenaar is van eisbare bedragen ten opzichte van het Agentschap, informeert bedoeld Agentschap hem dat het de aangevraagde toelage niet zal toekennen zolang die bedragen niet betaald zullen worden.

Dit schorst de termijn bedoeld in artikel 56 niet.

Er mag geen compensatie worden verricht tussen de schulden van de aanvrager tegenover het Agentschap en een in dit besluit bedoelde toelage.

Art. 61. Wanneer het Agentschap vaststelt dat de aanvrager de toekenningsvoorwaarden van de toelage of van het voorschot niet of niet meer vervult, weigert het de stortingsaanvraag en informeert het de aanvrager daarvan. In dit verband is het niet relevant of de beslissing van de Minister tot goedkeuring van de toelage al aan de aanvrager is megedeeld.

Indien nodig kan het Agentschap de aanvrager erom verzoeken om hem binnen één maand elke aanvullende informatie die het nuttig acht te verstrekken om na te leven of de aanvrager nog altijd de toekenningsvoorwaarden vervult. Die aanvraag van het Agentschap wordt aan de aanvrager megedeeld. De termijn van één maand begint te lopen vanaf de dag na de kennisgeving van de aanvraag voor aanvullende informatie door het Agentschap.

Art. 62. Wanneer de aanvrager een volledige stortingsaanvraag heeft ingediend en de verschuldigde bedragen ten opzichte van het Agentschap heeft betaald, geeft bedoeld Agentschap het hem in een afrekeningsbrief aan waarin het definitieve bedrag van de toegekende toelage wordt bepaald. Deze afrekeningsbrief geeft aanleiding tot het recht op de toelage in hoofde van de aanvrager overeenkomstig artikel 4.”.

Art. 35. De artikelen 64 tot 65 van hetzelfde besluit worden vervangen als volgt:

“Art. 64. Wanneer het Agentschap de storting overeenkomstig het in artikel 57, vijfde lid, bedoelde vertrouwensbeginsel heeft betaald, kan het te allen tijde een controle uitvoeren en de aanvrager erom verzoeken om de volgende stukken binnen één maand te verstrekken :

1^o de gedetailleerde facturen betreffende het gesubsidieerde initiatief die op naam van de aanvrager zijn opgesteld en in zijn boekhouding zijn opgenomen;

2^o de rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten van de aanvrager waarin de identiteit van de opdrachtgever duidelijk wordt vermeld en;

3^o elk ander document aangevraagd door het Agentschap.

Met betrekking tot het eerste lid, 2^o, zijn betalingen in contanten of door middel van een vergoeding voor goederen of diensten niet toegestaan. De in het eerste lid, 2^o, bedoelde rekeninguittreksels of aftrekken van de kredietkaarten vormen het enige door het Agentschap aanvaarde betalingsbewijs.

Na onderzoek van de volledige bewijsstukken richt het Agentschap een kennisgeving aan de aanvrager om hem mede te delen of hij al dan niet bewijskrachtige documenten heeft verstrekt en of alle in dit besluit bedoelde voorwaarden voor de toekenning van de toelage zijn nageleefd.

Indien de aanvrager het verzoek van het Agentschap niet beantwoord heeft, wordt hem een rappelbrief per zending gericht. Een tweede rappelbrief kan aan de aanvrager gericht worden

Art. 65. Indien de aanvrager geen gevolg aan beide rappelbrieven heeft gegeven of als de documenten die hij aan het Agentschap heeft overgemaakt, niet bewijskrachtig zijn, betaalt hij het geheel of een deel van de betrokken toelage terug.

Het Agentschap richt een aangetekende brief met de terugbetalingsmodaliteiten aan de aanvrager. Bij gebrek aan betaling kan het Agentschap een rechtsoverdracht instellen.”.

Art. 36. In artikel 66 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1^o de woorden “krachtens het vorige lid de toelagen terugbetaalt” worden vervangen door de woorden “krachtens artikel 65 het geheel of een deel van de toelagen terugbetaalt”;

2^o lid 2 wordt opgeheven.

Art. 37. Artikel 67 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

"Art. 67. Naast de toepassing van de bepalingen van de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursinstelling betaalt de aanvrager die een toelage of een voorschot bedoeld in dit besluit heeft ontvangen, ze/het aan het Agentschap terug indien de hij:

- 1° aan één of meerdere van de toekenningsvoorwaarden van de toelage of het voorschot niet voldoet;
- 2° zijn activiteiten op het grondgebied van het Waalse Gewest niet voortzet gedurende een periode van drie jaar vanaf de datum van betaling van de toelage;
- 3° de fondsen ontvangen voor andere doeleinden dan welke waarvoor ze toegekend zijn, bestemt;
- 4° het voorschot zoals bepaald in artikel 58, vierde lid, niet heeft terugbetaald;
- 5° de toelage heeft ontvangen of behouden en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen heeft verstrekt onverminderd een eventuele strafrechtelijke vervolging.

Bovendien betaalt de aanvrager het deel van de toelage dat het door de aanvaarde bewijsstukken gestaafde maximumbedrag overschrijdt, aan het Agentschap terug.

De aanvrager die zich minstens in één van bovenvermelde toestanden bevindt, wordt elke nieuwe toelage bedoeld in dit besluit ontnomen en van elke gemeenschappelijke actie van het Agentschap uitgesloten zolang hij de betrokken toelage of voorschot niet terugbetaalt. Bovendien kan het Agentschap beslissen dat de aanvrager tijdens drie jaar vanaf de datum van terugbetaling van de betrokken toelage of voorschot aan het Agentschap geen toelagen zal kunnen aanvragen."

Art. 38. Artikel 69 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 39. De Minister van Economie en Buitenlandse Handel is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 9 juli 2020.

Voor de Regering:
De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/42511]

9 JUILLET 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au soutien à l'internationalisation des groupements d'entreprises, des chambres de commerce mixtes et de leurs membres

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 2 avril 1998 créant l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, l'article 2, alinéa 1^{er}, 2^o, et alinéa 5, modifié par le décret du 28 avril 2016;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers, donnée le 26 octobre 2018;

Vu le rapport du 26 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2^o du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 avril 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 avril 2019;

Vu l'avis n° 66.038/2, du Conseil d'État, donné le 20 mai 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis 1432 du Conseil économique et social de la Région wallonne, donné le 28 mai 2019;

Sur proposition du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le groupement : l'organisation professionnelle, interprofessionnelle ou sectorielle représentative d'entreprises, n'ayant pas de but lucratif et organisant pour ses membres des projets encourageant l'entrepreneuriat international à partir de la Région wallonne;

2° la chambre de commerce mixte : l'association n'ayant pas de but lucratif dont l'activité vise à promouvoir les relations commerciales de la Région wallonne avec un ou plusieurs autres pays ou une autre région et qui organise des projets encourageant l'entrepreneuriat international à partir de la Région wallonne;

3° le Ministre : le Ministre qui a le Commerce extérieur dans ses attributions;

4° l'Agence : l'Agence wallonne à l'exportation et aux investissements étrangers;

5° le demandeur : le groupement ou la chambre de commerce mixte ayant introduit une demande de subvention fondée sur le présent arrêté;

6° le programme d'actions : le document reprenant les actions ou outils de promotion que le demandeur envisage de mettre en œuvre essentiellement à l'étranger au cours de la prochaine année civile dans le cadre de sa démarche de prospection et de promotion internationales;